

LE
CONTROLE JUDICIAIRE DES POUVOIRS
DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ORDINAIRE
DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le 14 Mars 1932, à 14 heures

PAR

M. HÉROUART

JURY

Président : M. A. WAHL, professeur.

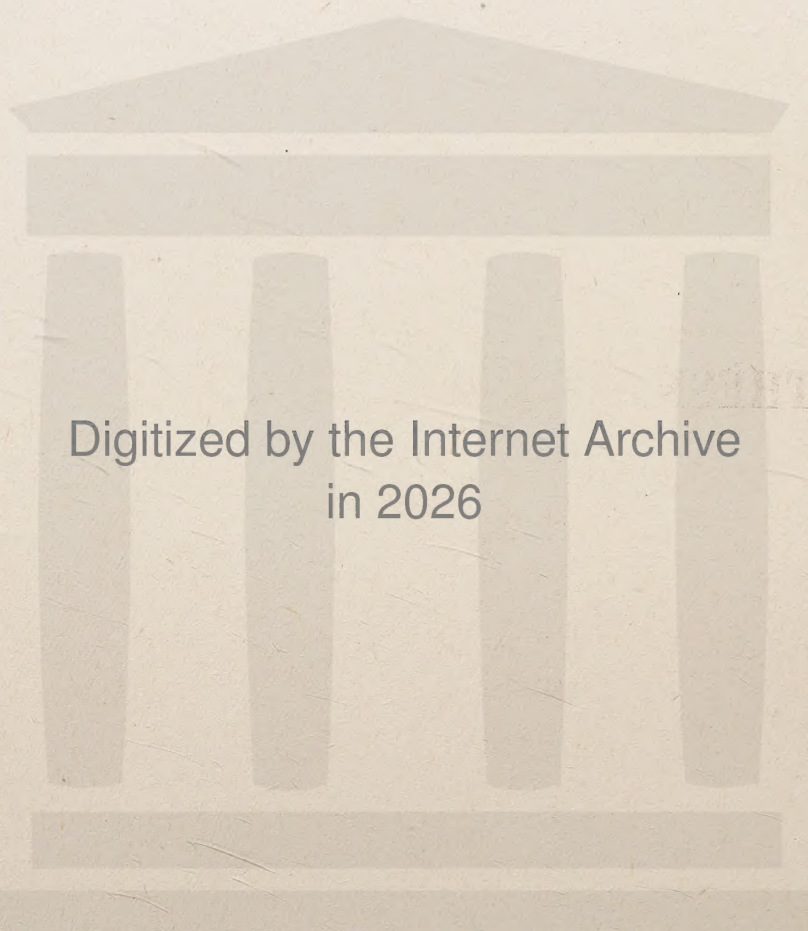
Suffragants

MM. J. HEMARD
M. PICARD

professeurs.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552827_0031

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ou improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

LE
CONTROLE JUDICIAIRE DES POUVOIRS
DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ORDINAIRE
DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le 14 Mars 1932, à 14 heures

PAR

M. HÉROUART

JURY ... { *Président* : M. A. WAHL, *professeur*.
 { *Suffragants* { MM. J. HÉMARD } *professeurs*.
 M. PICARD }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1932

2012000171



INTRODUCTION

Les sociétés par actions réalisent leurs fins grâce aux organes appropriés que la loi leur a conférés.

De leurs organes essentiels le plus important est l'assemblée générale des actionnaires qui est d'ailleurs commun à nos deux sortes de sociétés par actions. Mais deux autres organes interviennent encore pour assurer la bonne marche de ces sociétés : le conseil d'administration dans une société anonyme, le ou les gérants dans le cas d'une société en commandite par actions, qui sont chargés de la direction de l'entreprise, et les commissaires aux comptes ou le conseil de surveillance qui sont chargés du contrôle permanent ou intermittent suivant qu'il s'agit d'une société en commandite ou d'une société anonyme. Tout cet ensemble, administrateurs ou gérants d'un côté et assemblée générale d'actionnaires de l'autre offre au premier aspect l'image du régime parlementaire. La société apparaît comme un petit Etat avec son pouvoir législatif et son pouvoir exécutif. L'assemblée générale en est l'organe « prépondérant et souverain ». Le pouvoir de contrôle lui appartient ; l'assemblée générale, a dit M. Bourcart, doit toujours conserver l'influence suprême dans la direction de la société. Elle est gardienne des intérêts collectifs des actionnaires et a toujours qualité pour faire prévaloir leur volonté collective ; c'est à elle qu'appartiennent la surveillance et le contrôle sur les organes et les autorités de la Société.

Mais au contraire de ce qui se passe dans le régime parlementaire où le Parlement exerce un contrôle permanent sur les ministres et les tient à sa merci d'une façon presque ininterrompue, dans la société par actions le contrôle exercé par l'assemblée des actionnaires est, en général, absolument illusoire. On sait, en effet, que les actionnaires n'ont pas légalement le droit de convoquer l'Assemblée générale. En outre les actionnaires sont, en général, incapables de suivre la marche des affaires; il arrive très souvent d'autre part que ce sont les administrateurs qui détiennent la majorité¹ dans les assemblées soit parce qu'ils possèdent eux-mêmes plus de la moitié des actions, soit parce qu'ils ont partie liée avec les banques ou les groupements financiers. Ces groupements ayant la plus grosse part des actions s'assurent par conséquent ce que l'on appelle le « contrôle » de l'affaire.

Le résultat c'est que l'actionnaire qui, théoriquement exerce au prorata de ses actions le rôle d'entrepreneur et qui, en contre partie des risques qu'il assume, devrait être appelé à recueillir la plus grosse part des bénéfices sociaux, se voit réduit à un rôle purement passif. Il n'est pas exagéré de dire que très souvent, même dans les sociétés les mieux administrées, les intérêts des actionnaires sont, non pas sacrifiés, mais tout au moins protégés dans une mesure notablement insuffisante.

Cela est si vrai que l'actionnaire des grandes sociétés anonymes s'intéresse moins aux dividendes représentatifs des bénéfices de la société, qu'à la plus-value de ses titres.

1. La pratique des actions à vote plural, si elle n'avait pas été enrayée par la loi du 26 avril 1930 qui a supprimé ces actions pour l'avenir aurait consolidé à tout jamais l'omnipotence des administrateurs des sociétés anonymes.

C'est pourquoi la loi doit se montrer soucieuse de la défense des intérêts des actionnaires si ignorants, qui, en raison même de leur ignorance, risquent d'être les victimes de lanceurs d'affaires trop adroits. On retrouve cette préoccupation du législateur d'une façon à peu près constante, dans les règles posées par la grande loi de 1867, charte des sociétés par actions, et les nombreuses lois postérieures

Une réglementation protégeant les droits des actionnaires est d'autant plus nécessaire que nous assistons, sous la poussée des nécessités économiques et sociales, à une évolution très nette en matière de sociétés anonymes dans le sens d'une démocratisation croissante par l'accession du plus grand nombre à l'actionnariat.

On peut dire que l'évolution de la législation et la pratique des affaires tendent vers le même but : l'universalisation des assemblées générales en matière de groupement d'intérêts.

Ce mouvement se manifeste de deux manières, tant en surface qu'en profondeur, tantôt par la diffusion de l'emploi des assemblées générales d'actionnaires, tantôt par l'accession à ces assemblées de couches nouvelles de porteurs de titres sociaux.

En effet, alors qu'à l'origine, le législateur de 1807 ne prévoyait de groupements légaux de personnes intéressées à une entreprise que dans les assemblées générales des sociétés anonymes et, au cas de faillite d'un commerçant dans la réunion de ses créanciers en assemblées, l'utilisation des assemblées générales s'est considérablement répandue depuis lors dans le droit commercial. Il y a même maintenant des assemblées générales particulières dénommées « assemblées spéciales » groupant certaines catégories d'actionnaires intéressés. C'est la loi du 16 novembre 1903, relative aux

actions privilégiées qui, pour la première fois en France, a prévu les assemblées spéciales dont l'existence était déjà consacrée par la loi dans certains pays, entre autres, en Allemagne.

La même tendance s'est manifestée dans la loi du 2 juillet 1919 instituant le « règlement transactionnel » pour cause générale de guerre, laquelle prévoit, pour la première fois en France des assemblées générales spéciales d'obligataires.

Ensuite la loi du 7 mars 1925, créant un nouveau type de sociétés, les « Sociétés à responsabilité limitée » a prévu deux sortes d'assemblées générales : les assemblées générales obligatoires pour les sociétés de plus de vingt membres ; et les assemblées facultatives pour les sociétés de moins de vingt membres.

Enfin le législateur contemporain désireux de régler d'une façon complète les droits attachés aux « parts de fondateurs » vient par la loi du 23 janvier 1929 d'organiser des assemblées spéciales de porteurs de parts. Cette disposition nouvelle légalisera si l'on peut dire, la pratique des sociétés civiles de porteurs de parts, en attendant qu'un jour, semblable mesure soit étendue aux groupements d'obligataires, qui sont d'utilisation courante dans les grandes entreprises.

La seconde tendance, celle qui se manifeste par l'accession directe du plus grand nombre aux assemblées générales, est marquée par deux lois d'inégale importance. C'est d'abord la loi du 1^{er} août 1893. Elle permet le « groupement » aux petits actionnaires qui ne pouvaient jusque là venir aux assemblées quand ils ne possédaient pas le nombre de titres requis par les statuts. C'est ensuite la grande loi du 22 novembre 1913 qui, dans la nouvelle organisation des assemblées générales extraordinaires avait appelé à délibérer « tous » les actionnaires indistinctement.

Ainsi donc nous nous trouvons en présence de quatre sortes d'assemblées générales :

Les assemblées spéciales dont les premières remontent à la loi de 1903. Les assemblées générales extraordinaires réglementées en détail par la loi de 1913.

Les assemblées constitutives réglementées également avec grand soin par le législateur de 1867.

Enfin les assemblées générales ordinaires qui fonctionnent aussi longtemps qu'existe la Société; elles en constituent l'organe central.

Mais peut-on différencier nettement les assemblées générales ordinaires, des assemblées extraordinaires; car pour les autres types d'assemblées cela ne souffre pas de difficulté ?

Il n'existe pas dans nos lois françaises une distinction bien définie par les textes entre les assemblées ordinaires et les assemblées extraordinaires. La loi du 24 juillet 1867 se contente de prévoir d'une part les assemblées constitutives, auxquelles tous les actionnaires sont admis avec un nombre de voix qui ne peut pas dépasser dix, et les assemblées dont parle l'article 27 et qui doivent être convoquées annuellement.

Aux termes de cet art. 27, il est tenu chaque année au moins une assemblée générale à l'époque fixée par les statuts. Cette assemblée a principalement pour objet de statuer sur les comptes annuels de l'exercice (art. 32 loi du 24 juillet 1867).

Mais il peut être tenu d'autres assemblées pour délibérer sur les questions relatives aux affaires de la société et excédant les pouvoirs du conseil d'administration. Ce sont aussi des assemblées ordinaires, mais convoquées extraordinairement. Une même définition peut donc être donnée de

toutes les assemblées ordinaires, qu'elles soient annuelles ou convoquées extraordinairement. M. le Professeur Wahl les définit de la sorte : « Les assemblées ordinaires¹ sont celles qui sont appelées à accomplir les actes sociaux qui ne rentrent pas dans les pouvoirs des administrateurs; les assemblées extraordinaires sont celles qui modifient les statuts ».

Le véritable critérium permettant de différencier l'assemblée générale ordinaire de l'assemblée extraordinaire est déterminé par l'objet des décisions de ces deux sortes d'assemblées. S'agit-il de modifier les statuts — l'on se trouve devant une assemblée extraordinaire. S'agit-il au contraire de contrôler la gestion des administrateurs et de décider de la répartition des bénéfices — nous savons affaire à une assemblée ordinaire.

Le Tribunal de commerce de Toulouse² a consacré cette distinction en décidant que, si l'assemblée ordinaire rendue strictement obligatoire par l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 est celle réunie dans le but de statuer sur les comptes de l'exercice clos dans le courant de l'année, rien ne s'oppose à ce qu'en cours d'exercice, d'autres assemblées ordinaires soient convoquées pour délibérer sur des questions relatives à la marche générale de la société. Dès lors si les statuts d'une société anonyme spécifient qu'une assemblée générale pourra être réunie extraordinairement à la demande d'un certain nombre d'actionnaires, l'assemblée ainsi visée n'est pas une assemblée extraordinaire si elle n'est

1. Thaller et Pic (2^e éd., t. III, n° 1315) en donnent la définition suivante : c'est « toute assemblée qui, convoquée après la constitution définitive de la société, délibère sur un objet d'intérêt social n'impliquant aucune modification aux statuts ».

2. D. H. 1930, p. 39, Trib. comm. de Toulouse, 9 août 1929.

pas appelée à délibérer sur des modifications aux statuts mais une assemblée ordinaire.

Comme nous venons de le voir par cet exemple que nous offre l'intervention du Tribunal de Toulouse et nous le verrons au cours de ce travail, à maintes reprises l'intervention des tribunaux est fréquente et souvent décisive pour trancher les conflits de toutes sortes qui s'élèvent en matière de sociétés par actions. Si nous reprenons un instant la comparaison, qui a été souvent faite, de la société anonyme à une sorte de petit état démocratique avec un pouvoir exécutif très fort, « le Conseil d'administration », et un pouvoir délibérant assez faible « l'Assemblée générale » nous voyons par contre que le pouvoir judiciaire (qui appartient à la collectivité toute entière) remplit un rôle considérable et décisif. Ce que l'on a dit ailleurs dans un autre domaine et à un tout autre point de vue, est absolument vrai ici, pour ce qui est de l'omnipotence de l'autorité judiciaire. Au-dessus de la charte constitutive de la société que sont les statuts, les assemblées générales et le conseil, il y a la justice qui plane au-dessus et les contrôle entièrement... C'est donc là aussi le *Gouvernement des Juges*. C'est bien ce que nous pensons et c'est ce qu'il nous reste à justifier dans l'étude du « Contrôle judiciaire des pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire dans les sociétés par actions ».

Nous étudierons ce contrôle exercé par les tribunaux en nous plaçant successivement à trois points de vue :

1^o Contrôle exercé par la justice en faveur de l'actionnaire envisagé individuellement; 2^o puis ce même contrôle se manifestant en faveur des minorités d'actionnaires lésés par les décisions d'une assemblée générale; 3^o enfin le contrôle judiciaire exercé dans un intérêt social.

L'étude du contrôle exercé par l'autorité judiciaire com-

prendra donc les trois parties que nous venons d'indiquer et chaque partie se divisera en un certain nombre de chapitres consacrés aux questions les plus importantes soumises aux tribunaux.

Tel sera donc notre plan :

Après l'introduction :

Première partie. — Contrôle en faveur de l'actionnaire.

Chapitre premier. — De la régularité de la convocation.

Chapitre II. — Droit de communication.

Chapitre III. — La feuille de présence, ordre du jour et bureau.

Chapitre IV. — Composition et exclusion de l'Assemblée générale.

Deuxième partie. — Contrôle en faveur des minorités.

Chapitre V. — Droit des minorités contre le détournement de pouvoir de la majorité.

Chapitre VI. — Approbation des comptes des administrateurs, approbation des bilans.

Chapitre VII. — Des actions en responsabilité contre les administrateurs.

Chapitre VIII. — De la révocabilité des administrateurs et directeurs.

Troisième partie. — Contrôle dans un intérêt social

(en faveur de la société et des tiers)

Chapitre IX. — Des droits des porteurs de parts de fondateurs.

Chapitre X. — Pouvoirs en matière d'hypothèque, remise de dettes, émission d'obligations et en cas de liquidation.

Chapitre XI. — Conclusion.

PREMIÈRE PARTIE

Contrôle en faveur de l'actionnaire

CHAPITRE PREMIER

CONVOCATION

La loi n'indique ni les formes¹, ni les délais à observer pour la convocation des actionnaires aux assemblées générales ordinaires². Les statuts les déterminent le plus souvent; ils constituent dans ce cas la loi des parties (article 1134 Code. civ.).

Quand on examine la seule question qui nous intéresse, celle de la convocation aux assemblées générales ordinaires, l'on constate que deux systèmes de convocation sont possibles.

Dans un premier système de convocation d'assemblée tout est réglé d'avance soit par la loi elle-même, soit par les statuts. Les actionnaires se réunissent de plein droit³ à tel jour et heure, dans un tel lieu déterminé.

Dans un second système, qui est celui couramment pratiqué en France, les statuts ne fixent⁴ pas la date ni le jour,

1. Cf. Lyon-Caen et Renault, t. II, 2^e partie, 4^e édition, 1909, p. 233, n° 848.

2. Remarquons que la loi du 22 novembre 1913 qui a modifié l'art. 30 de la loi de 1867 a établi des règles spéciales et très strictes pour les convocations aux deuxième et troisième Assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur les modifications à apporter aux statuts. Mais cette loi est muette sur la convocation à la première Assemblée générale extraordinaire. Ce sont donc les statuts qui règlent cette convocation tout comme pour les Assemblées générales ordinaires.

3. V. la convocation des Chambres françaises en sessions ordinaires.

4. Le Code de commerce allemand dans ses art. 255 et 256 contient des dispositions précises et détaillées sur toutes ces questions. Elles ne sont pas résolues librement comme en France par les statuts.

ni l'heure, ni le lieu de la réunion de l'assemblée générale. Ces indications indispensables sont portées à la connaissance des actionnaires par voie de convocation.

Mais comment doit se faire cette convocation ? Qui a qualité pour y procéder ? Quelles personnes convoquer ? Où les réunir ? Dans quels délais ? Puis quel sera l'objet de la réunion. Et enfin, quelle justification de leur qualité d'actionnaires doivent fournir les personnes convoquées. Autant de questions qui font parfois l'objet de conflits que nous examinerons successivement.

1^o De la forme de la convocation.

Les convocations peuvent se faire de deux façons, soit individuellement, soit collectivement. Chaque assemblée générale doit faire l'objet d'une convocation spéciale. Cependant il est d'usage courant quand deux assemblées, même différentes, doivent se suivre le même jour (assemblées ordinaires et assemblées extraordinaires) de convoquer les actionnaires par un seul et même avis.

La convocation individuelle se fera par lettre missive que l'on n'aura pas besoin de faire recommander. Cette convocation pourrait même se faire oralement, cela nous paraît fort licite du moins toutes les fois qu'il s'agit de la réunion d'une assemblée générale annuelle ayant à statuer normalement sur des questions d'administration courante.

Nous verrons même que l'on décide que la convocation à une telle assemblée ne comporte pas obligatoirement un ordre du jour.

La convocation collective se fait par voie d'annonces dans les journaux¹. Cette convocation par voie d'insertion

1. Dans le département de la Seine, il existe une liste de journaux d'annonces légales arrêtées chaque année par le préfet de la Seine. Dans les autres départements à l'exception de quelques grandes villes il n'existe point de telles publications.

est seule possible en présence d'actions au porteur. Mais quand les statuts ont prévu cette seule forme de convocation, elle ne sera pas moins valable à l'égard des propriétaires d'actions nominatives qui ne pourront se plaindre de n'avoir pas été convoqués par lettres individuelles¹.

2^o A qui appartient le droit de convoquer ?

En principe, le droit de convoquer les actionnaires aux assemblées générales appartient seulement au conseil d'administration. Ce n'est qu'au cas de carence de celui-ci que la question se posera comme nous allons le voir pour les commissaires de surveillance ou commissaires aux comptes et même pour les actionnaires.

Conseil d'administration. — Ce droit appartient au conseil d'administration pris dans son ensemble. Aucun membre, fut-ce le président du conseil d'administration lui-même ne pourrait, en l'absence d'une délibération régulière du conseil, convoquer les actionnaires en assemblée générale.

Conseil de surveillance. — L'article 11 de la loi de 1867 lui confère pleinement ce droit en cas d'urgence. Les motifs d'urgence peuvent tenir soit à une situation critique de l'entreprise, perte des trois quarts du capital révélée par l'état semestriel, manque de disponibilité, etc..., soit au fonctionnement défectueux du Conseil d'administration, démission des administrateurs, impossibilité pour ceux-ci de nommer un président, graves divergences de vue, irrégularités commises, etc.²

1. L'usage antérieur que l'on suivrait de convoquer par lettres individuelles, ne saurait abroger une clause formelle des statuts ne prévoyant qu'une convocation par voie d'annonce légale

2. Decugis, *op. cit.*, p. 312.

Le plus souvent les statuts réglementent l'exercice du droit de convocation par les commissaires, de manière toutefois à ne pas entraver les pouvoirs¹ que leur confèrent, à ce point de vue, la loi sociale².

Actionnaires. — La loi de 1867 n'a pas reconnu aux actionnaires le droit de convoquer les assemblées générales. Ce droit n'appartient qu'au Conseil d'administration, et en cas d'urgence, comme nous venons de le dire, aux commissaires de surveillance. C'est là une lacune³ on ne peut plus regrettable, dans l'organisation des sociétés par actions.

Les statuts, en général, ont soin de combler cette lacune en stipulant expressément que des actionnaires représentant une certaine fraction du capital social ont le droit d'exiger du Conseil d'administration de leur société la convocation d'une assemblée générale. La doctrine⁴ et la jurisprudence⁵ sont en ce sens.

Certains auteurs, au premier rang desquels il faut placer M. le Pr. Wahl⁶ disent que, dans le silence des statuts, les

1. Houpin et Bosvieux, p. 901.

2. L'Assemblée ainsi convoquée à la requête des commissaires sera selon son objet ordinaire ou extraordinaire; peu importe la formule employée par les statuts. Alors même qu'ils n'avaient prévu pour les commissaires qu'un droit de convocation aux Assemblées générales extraordinaires, les tribunaux décident en somme que, qui peut le plus peut le moins, que si les commissaires peuvent convoquer à une assemblée extraordinaire, ils peuvent le faire également à une Assemblée générale ordinaire. V. en ce sens Trib. com. Seine, 9 mars 1892 (*J. Soc.*, 1892, 247).

3. Pour y remédier le projet de loi de 1903 prévoyait l'insertion de la disposition suivante dans l'art. 27 de la loi de 1867 : « Nonobstant toute disposition contraire des statuts, les Administrateurs doivent convoquer l'Assemblée dans le délai d'un mois quand ils en sont requis par les actionnaires représentant le quart au moins du capital social. Les requérants indiqueront les questions sur lesquelles l'Assemblée aura à discuter.

4. Thaller et Pic, 1282; Lyon-Caen et Renault, n° 849; Houpin et Bosvieux, n° 930.

5. Bornons-nous à citer : Trib. com. Seine, 4 janvier 1909, *J. Soc.*, 1910, 73; Trib. com. Lyon, 14 mai 1910, *J. Soc.*, 1910, 320.

6. Wahl, *J. Soc.*, 1911, 256; *ibid.*, 1914.2.129, Houpin et Bosvieux, n° 930 not.

actionnaires pourraient intenter une action judiciaire dirigée contre le Conseil d'administration. Nous devons encore signaler ici ce point.

Convocation faite en vertu d'une décision de justice.

Il peut arriver et il arrive parfois que le Conseil d'administration ne convoque point l'assemblée. Ce pouvoir passe-t-il aux actionnaires ? La loi de 1867 comme nous l'avons déjà dit n'a pas conféré ce droit aux actionnaires. Elle n'a attribué cette faculté de convoquer les assemblées générales qu'aux conseils d'administration et, en cas d'urgence, aux commissaires de surveillance : alors, que faire en cas de carence de toutes les autorités qualifiées ? Une telle lacune offrait des inconvénients trop graves pour que la pratique ne se soit pas efforcée d'y porter remède. Les statuts prévoient en général, ainsi que nous l'avons déjà dit, que des actionnaires représentant une fraction déterminée du capital social peuvent provoquer la convocation de l'assemblée générale¹ dans certaines conditions fixées à l'avance.

Les actionnaires ne sont pas, malgré le silence des statuts, entièrement désarmés : ils ont le droit d'intenter une action judiciaire contre le Conseil d'administration pour l'obliger à convoquer l'assemblée générale.

1. Que décider si les statuts d'une société anonyme autorisent les actionnaires représentant une fraction du capital social, à provoquer seulement la réunion d'une assemblée générale extraordinaire ? Dans cette hypothèse le tribunal de commerce de Lyon a jugé qu'on ne pouvait étendre leur droit de convocation, par cet aphorisme vulgaire « qui peut le plus peut le moins ». En effet l'objet de ces deux sortes d'assemblées est différent : les dispositions qui règlent les conditions de convocation des unes ne sauraient dans le silence des statuts être étendues aux autres. Trib. com. Lyon, 14 mai 1910, *J. Soc.*, 1911, 320.

Examinons d'abord les motifs sur lesquels les actionnaires peuvent fonder leurs demandes judiciaires de convocation. Ce ne peut être qu'un motif légitime. Parmi les motifs invoqués, les deux couramment formulés sont les suivants :

1° Le Conseil d'administration n'a pas convoqué l'assemblée générale annuelle à l'époque fixée par les statuts.

2° Nécéssité de convoquer l'assemblée générale pour délibérer sur la révocation des administrateurs que ces derniers refusent naturellement de réunir. C'est dans ce dernier cas surtout, que l'intervention de la justice paraît indispensable. En effet, l'assemblée ne pouvant délibérer sur la révocation que si celle-ci a été portée à l'ordre du jour de la réunion, les administrateurs pour y échapper s'arrangeraient toujours, soit pour ne la point faire figurer à cet ordre du jour, soit pour ne point convoquer l'assemblée.

La doctrine et la jurisprudence ont reconnu, à maintes reprises, aux actionnaires en cas de mauvaise volonté des administrateurs le droit de demander à la justice d'intervenir.

Quelle sera la juridiction compétente pour ordonner la convocation de l'assemblée générale ? L'opinion qui prévalait avant la loi du 20 mars 1924, instituant le référé commercial, était que le tribunal de commerce était seul compétent.

Il ne fait pas de doute aujourd'hui, depuis la loi de 1924, qu'il appartient au juge des référés commerciaux de statuer sur une demande de ce genre. Elle est, en effet, particulièrement urgente.

Que pourra décider le juge des référés ? Il rejettera la demande de convocation s'il estime que la requête dont il est saisi n'est pas fondée. Mais s'il l'accueille au contraire, il pourra prescrire certaines mesures de nature à hâter la

convocation de l'assemblée générale. C'est ainsi qu'il pourra :

1^o Fixer un délai maximum dans lequel l'assemblée devra être réunie;

2^o Désigner une personne chargée de convoquer cette assemblée.

Dans cet ordre d'idées, l'on a vu le Tribunal accorder le droit de convocation : soit à un ou plusieurs actionnaires, soit même à des mandataires de justice chargés de cette mission.

L'obligation imposée à une ou plusieurs personnes de convoquer l'assemblée générale pourrait-elle être sanctionnée par une astreinte ? M. Wahl est de cet avis.

3^o Des personnes qui doivent être convoquées.

Seuls, en principe, les actionnaires peuvent assister aux assemblées générales et seuls ils doivent être convoqués sans que l'on puisse faire distinction entre les différentes catégories d'actions.

Actions ordinaires. — Doit-on tenir compte à ce point de vue du nombre d'actions que possèdent les actionnaires ? Lorsque les statuts prévoient comme condition d'admission à l'assemblée générale ordinaire un minimum d'actions, doit-on laisser de côté tous ceux qui ne possèdent pas le minimum de titres requis ?

Il est hors de doute que les personnes chargées de la convocation ne doivent pas faire une telle discrimination. En effet, aux termes de la loi du 1^{er} août 1893, les petits actionnaires qui n'ont pas le nombre de titres requis peuvent se grouper et donner mandat à l'un d'entre eux. Comment pourraient-ils y procéder s'ils ignoraient la convocation ?

La question que nous venons de poser ne se présentera

pas lorsque la convocation a lieu par voie d'insertions dans les journaux. Tout le monde est touché; il appartiendra aux intéressés de se grouper. Mais que décider quand les convocations se font par lettres individuelles ce qui est souvent le cas quand tous les titres sont au nominatif. Nous pensons que même dans cette dernière hypothèse on doit convoquer tous les actionnaires indistinctement, quel que soit le nombre de titres détenus par chaque propriétaire d'actions.

Cette opinion¹ est celle qui prévaut généralement.

Cependant la solution contraire a été parfois admise en jurisprudence².

Actions de priorité ou privilégiées. — Ce sont des actions auxquelles sont attachés tel ou tel avantage particulier, soit le droit de recevoir par priorité un coupon d'intérêts ou de dividendes avant les autres actionnaires, soit le droit à un remboursement anticipé à la dissolution de la société, soit enfin un droit de vote plus étendu.

Cette dernière catégorie de titres appelés actions à vote plural s'est beaucoup développée depuis 1925 au cours de l'inflation. A ce point de vue on peut distinguer les actions à vote plural et les actions différentielles.

Les premières catégories de titres — actions à vote plural simple — confèrent à leurs titulaires un nombre de voix plus élevé que celui attaché aux actions ordinaires. C'est ainsi que dans une société procédant à une émission d'actions qualifiées A à vote plural l'on verra reconnaître à ces actions une voix par titre. Au contraire on accordera une voix par dix actions ordinaires appelées B.

1. Rousseau, n° 2369; Houpin et Bosvieux, n° 929.

2. Trib. com. Seine, 12 juin 1899 et sur appel, Paris, 19 février 1897

Les sociétés possédant des actions à vote différentiel sont celles qui reconnaissent un droit de vote en principe égal à toutes les actions; mais les propriétaires de certaines catégories que nous appellerons A si l'on veut, pourront avoir une voix par dix actions avec un maximum de cent voix, tandis qu'au contraire les actions qui ont également une voix par dix actions pourront être groupées sans limitation aucune¹.

Les propriétaires de toutes ces actions ou catégories d'actions, sous réserve des modalités particulières à chacune de ces catégories, prennent part aux assemblées ordinaires comme tous les autres actionnaires.

Actions grevées d'usufruit. — Le nu-propriétaire et l'usufruitier peuvent évidemment se faire présenter par l'un d'eux ou par un mandataire commun. Mais à défaut d'une telle convention, à qui appartiendra le droit de vote ? Plusieurs théories ont été émises à ce sujet. D'après les uns, le droit de vote est une conséquence du droit de propriété du titre, et par suite, il doit être reconnu au nu-propriétaire seulement, à l'exclusion de l'usufruitier.

1. C'est l'exemple que nous donne la Cie Fermière de l'Etablissement Thermal de Vichy. « Dans l'Assemblée générale, les droits des actions A et des actions B seront les suivantes : les Assemblées générales ordinaires se composeront des propriétaires d'au moins dix actions d'une catégorie quelconque sous réserve de leur faculté de groupement et il sera attribué une voix par dix actions A avec maximum de 100 voix et une voix par dix actions B sans limitation aucune. Les Assemblées générales extraordinaires se composeront, etc... » comme en droit commun.

CHAPITRE II

DROIT DE COMMUNICATION

Aux termes de l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, « quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre au siège social, communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires¹ ».

L'article 12 de cette même loi qui est consacré aux sociétés en commandite par actions, dispose : « quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale tout actionnaire peut prendre, par lui ou par un fondé de pouvoirs, au siège social, communication du bilan, des inventaires et du rapport du conseil de surveillance ».

La première chose qui frappe après la lecture de ces deux textes, c'est la divergence existant entre les droits des actionnaires suivant qu'ils appartiennent à l'une ou l'autre de nos deux sortes de sociétés par actions.

Dans les sociétés en commandite par actions en effet, l'actionnaire qui veut exercer son droit de contrôle individuel sur la gestion sociale, a le droit de se faire représenter

1. Il est à remarquer que cet article ainsi que les suivants ne visent que l'Assemblée générale ordinaire annuelle et non les Assemblées ordinaires convoquées extraordinairement. Aucune communication ne saurait être exigée avant la réunion de ces dernières assemblées.

par un mandataire qui pourra avoir communication de toutes les pièces mises à sa disposition. L'actionnaire d'une société anonyme n'a pas les mêmes droits.

Remarquons encore que l'actionnaire d'une commandite par actions a le droit de prendre communication de tous les inventaires, alors qu'il ne peut se faire communiquer que le dernier inventaire dans les sociétés anonymes.

Voyons maintenant en examinant ces deux sortes de Sociétés : quelles sont les personnes qui ont le droit d'obtenir la communication des pièces mises à la disposition des actionnaires ; nous verrons ensuite quelles sont ces pièces ; si l'on peut étendre indéfiniment ce droit de communication ; et enfin, au cas de refus, quel est le caractère de la nullité prévue comme sanction.

Personnes qui possèdent le droit de communication. — Il n'y a point de doute que l'actionnaire qu'il appartienne à une société anonyme ou à une société en commandite, possède le droit de se faire communiquer les pièces sociales. Mais peut-il exercer ce droit par un « fondé de pouvoirs », dans les termes de l'article 12 de la loi de 1867. Sur ce point une difficulté s'est élevée : en doctrine¹, l'avis qui l'emporte est la non reconnaissance de ce droit aux actionnaires ; la jurisprudence² est en ce sens.

Pièces à communiquer. — L'article 35 de la loi précitée donne une énumération qui est limitative des pièces à communiquer aux actionnaires des Sociétés anonymes. Passons les successivement en revue.

La première pièce énumérée est l'inventaire ; c'est en effet un document capital sur la situation d'une société.

1. Houpin et Bosvieux, n 967. *Contra* : Lecouturier, n 71 ; Percerou, *J. Soc.*, 1908, p. 148.

2. Trib. com. Seine, 19 oct. 1898, *J. Soc.*, 1899 39 ; 28 janv. 1903, *J. Soc.* 1903, 260.

Ici encore nous nous trouvons en présence de deux textes offrant une rédaction différente quant aux droits des actionnaires de nos deux sortes de sociétés.

Les sociétaires d'une commandite par actions pourront exiger la communication de tous les inventaires : ceux d'une société anonyme ne peuvent réclamer que « l'inventaire ». De cette différence de rédaction l'on a conclu que cette dernière catégorie d'actionnaires n'a droit qu'à la communication du « dernier inventaire ».

Signalons encore un point important que la jurisprudence n'a pas eu à trancher, c'est celui de savoir si cet inventaire qui « doit être fidèle et sincère » doit à ce titre faire connaître exactement la composition du portefeuille de la société. Il est certain que les actionnaires ne sont pas dans la pratique suffisamment renseignés, mais, il y a, d'autre part, le secret des affaires que l'on entend conserver jalousement. Nous sommes là en présence de deux conceptions qui ne sont guère conciliables; les juges ne sauraient suppléer ici à la loi.

Passons au bilan qui doit être un résumé clair, sincère et exact de l'inventaire. Ce document est d'une importance considérable pour l'actionnaire, mais tous les actionnaires savent-ils lire un bilan ? d'autre part, les bilans ne sont-ils pas rédigés de telle façon que les malheureux actionnaires sortent découragés de leur lecture. C'est encore là un point, fondamental cependant, sur lequel il est difficile aux tribunaux d'intervenir, sous réserve naturellement qu'il ne s'agisse pas de la présentation d'un faux bilan¹.

1. La question de la rédaction d'un « bilan type » est très discutée en France en législation. De nombreux projets ont été déposés devant le Parlement. Cela fait partie du mouvement considérable fait en vue « de la protection de la petite épargne ». Qu'en sortira-t-il ? L'avant-projet belge de 1893 (art. 64, sur les sociétés par actions, autorisait tout groupe d'action

Liste des actionnaires. De quels actionnaires s'agit-il ? Il ne saurait être question de la liste originaire des actionnaires qui a été annexée, lors de la constitution de la société à l'acte de déclaration de souscription et de versement dressé par le notaire. Cette liste ne saurait être non plus celle de tous les propriétaires d'actions nominatives ou au porteur ayant qualité pour participer à la future assemblée générale. Une semblable liste ne peut être en effet dressée quinze jours à l'avance; elle subirait trop de modifications jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée. L'on s'accorde, en doctrine¹ comme en jurisprudence², à reconnaître que la liste des actionnaires dont il est question ici, ne peut être que celle de tous les actionnaires quels qu'ils soient, connus du siège social.

Rapport des commissaires. C'est certainement l'une des pièces les plus importantes qui puisse être soumise aux actionnaires d'une Société anonyme. L'art. 35 que nous avons ci-dessus reproduit, décide que ce rapport doit être déposé quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, mais l'article 34 de la même loi, qui précède et conditionne ce même article 35, prévoit que les commissaires verront mettre à leur disposition : « l'inventaire, le bilan, le compte des profits et pertes le quarantième jour au plus tard avant l'assemblée générale ». Certes, le législateur a dit le quarantième jour au plus tard, ce qui permet au conseil d'administration d'anticiper, mais à la condition toutefois qu'il le veuille bien. Mais, légalement, les mal-

naires représentant soit un dixième du capital, soit 250.000 francs d'actions à requérir l'évaluation par experts de toute valeur portée au bilan. En Angleterre la pratique s'est répandue de faire vérifier par des commissaires spécialisés dans cette profession (*chartered accountants*) les bilans des sociétés.

1. Lyon-Caen et Renault n° 856; Houpin et Bosvieux, n° 957; Wahl, *Précis de droit commercial*, n° 83.

2. Trib. com. Seine, 15 janvier 1894, *J. Soc.*, 1894-419.

heureux commissaires aux comptes¹ n'ont qu'un délai de viugt-cinq jours pour procéder à leurs opérations de vérification. Si le législateur entendait réellement assurer, comme il ne cesse seulement de le dire, la protection de la petite épargne, il y aurait là pour lui une sérieuse réforme à accomplir.

Nous savons ce que l'actionnaire peut réclamer en communication; mais où doit-on lui faire cette communication de pièces? Le Tribunal de commerce de la Seine² a déclaré que ce ne pouvait être qu'au siège social et sans déplacement de documents.-

Etendue du droit de communication.

Renseignements. — Les actionnaires ont-ils le droit de demander des renseignements sur tel ou tel point déterminé à l'occasion des pièces qui leur sont soumises? Certains auteurs leur refusent ce droit³.

Copie. — Une question beaucoup plus importante se pose en ce qui concerne l'étendue même du droit de communication. L'art. 35 de la loi de 1867 déclare formellement que les actionnaires peuvent se faire délivrer copie du bilan et du rapport des commissaires; mais ont-ils également le droit de prendre copie de l'inventaire et de la liste des actionnaires? Cette question est controversée en doctrine et en jurisprudence.

Suivant une première opinion le droit de communica-

1. Pour l'établissement de leurs rapports les commissaires peuvent prendre communication de tous les documents qu'ils jugent utiles de consulter. Un arrêt de la Cour de Paris leur a reconnu le droit de « prendre copie » mais non celui d'emporter des pièces (Paris, 9 juil. 1866, S. 1867.2.62).

2. Trib. com. Seine, 15 janvier 1894, *J. Soc.*, 1894-419.

3. Houpin et Bosvieux, n° 957.

tion impliquerait celui de prendre copie de l'inventaire et de la liste des actionnaires.

Parmi les auteurs qui partagent cette manière de voir citons M. Wahl : « La loi , dit-il, en opposant le droit de prendre communication à celui de se faire délivrer copie semble expliquer que le premier droit comporte celui de prendre copie. C'est d'ailleurs, en ce sens, que le droit de prendre copie est entendu en matière fiscale¹.

Un certain nombre de décisions judiciaires sont en ce sens².

Dans l'opinion contraire on tire argument du texte même de l'art. 35. En effet, cet article autorise les actionnaires à se faire délivrer copie du bilan et du rapport des commissaires mais il leur permet seulement de prendre communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires. C'est l'opinion qui prévaut en doctrine³. On trouve également des arrêts en ce sens. C'est également la conception du législateur. Nous jugeons pour notre part cette deuxième opinion comme étant préférable. Sans doute, dira-t-on, le refus de laisser prendre copie de l'inventaire et de la liste des actionnaires fait perdre au droit de communication une grande partie de son efficacité. Mais il ne faut pas se dissimuler que les tribunaux⁴ n'ont jamais refusé systématiquement aux actionnaires qui justifient d'un intérêt

1. L. 22 frimaire an VII, art. 54; L. 23 août 1872, art. 22. Wahl, *Précis de droit commercial*, n° 838 *in fine*. Cf. également Lecouturier, n° 64; Arthuys, n° 583; Lacour et Bouteron, *Précis de droit commercial*, 575.

2. Paris, 19 février 1897.

3. Houpin, *J. Soc.*, 93, 460; Percerou, *J. Soc.*, 1908, 169; Lyon-Caen et Renault, n° 856; Houpin et Bosvieux, n° 957.

4. Paris, 19 février 1897, Winter c. Clémentine, D. 98.2.153. Note Lacour, S. 99.626185. Note Wahl précitée, Cass. civ., 29 janvier 99, mêmes parties, S. 99.1.409, Paris, 7 août 1907, Laffont contre liquidateur de la parfumerie Violette, D. 1907.2.399.

sérieux, l'autorisation de prendre copie de ces pièces. La doctrine¹ partage cette façon de voir.

Notes écrites. — L'actionnaire peut-il prendre des notes écrites sur l'inventaire et la liste des actionnaires. L'affirmative a été admise par une partie de la doctrine² et l'on trouve des décisions en ce sens³. Mais l'opinion contraire nous semble préférable si l'on considère que la faculté de prendre des notes peut se transformer en un droit de copie. C'est ce que décident d'ailleurs des auteurs⁴ importants, ainsi que la Cour de Paris⁵.

Délais. — Ce droit de communication peut être exercé aux termes de l'art. 35 pendant les 15 jours qui précèdent l'assemblée générale « 15 jours avant la réunion de l'Assemblée générale » dit le texte. On est d'accord pour décider que cette communication peut être demandée tous les jours non fériés même le jour de la réunion et avant la tenue de l'Assemblée⁶ naturellement plus, après sa clôture.

Sanction du droit de communication.

Est-ce la nullité de la délibération en cas d'inobservation de l'art. 35 de la loi du 24 juillet 1867 ?

Les dispositions de l'art. 35 ont un caractère impératif et il ne peut y être dérogé par les statuts⁷ : Mais quelle est la sanction des infractions à ce texte ?

1. Lacour et Bouteron, *Précis de droit commercial*, n° 575; Lyon-Caen et Renault, n° 850; Percerou, *J. Soc.*, 1918, 193 et s.

2. Lyon-Caen et Renault, n° 856.

3. Trib. civ. Seine (référé). 24 mars 1883, *Rev. Soc.*, 1883, 382; Trib. civ. Seine (référé), 14 juin 1890, *J. Soc.*, 1891, 14; Trib. com. Seine, 15 janvier 1894, *Rev. Soc.*, 1894, 253.

4. *J. Soc.*, 1908, 169.

5. Paris, juillet 1866, D. 66.2.138.

6. *J. Soc.*, 1908, 169; *J. Soc.*, 1911, 194.

7. Houpin et Bosvieux, 11, n° 1232.

On n'est pas d'accord sur la sanction à appliquer et diverses opinions sont aux prises.

Dans un premier système la sanction serait une nullité d'ordre public : dès lors qu'un actionnaire n'aurait pas obtenu communication des documents dans les conditions prévues par l'art. 35 avant la réunion de l'assemblée générale, il y aurait nullité de la délibération¹. Ce système a soulevé de très graves objections. En premier lieu, a-t-on fait remarquer, l'art. 35 semble bien protéger non pas un intérêt général, mais l'intérêt particulier de l'actionnaire.

« C'est surtout à l'intérêt particulier de l'actionnaire privé du droit de communication et non à l'intérêt collectif des actionnaires que porte atteinte le refus de communiquer les documents énoncés par l'art. 35. D'autre part, si l'art. 35 était une disposition d'ordre public, il faudrait décider : 1° qu'un simple retard dans la communication entraîne la nullité de l'assemblée; 2° que l'actionnaire privé du droit de communication ne peut valablement renoncer au droit d'invoquer la nullité; 3° que l'action en nullité appartient indistinctement à tous les actionnaires qui y ont intérêt, y compris ceux à qui la communication régulière n'a pas été refusée. Ces conséquences du caractère d'ordre public reconnu à l'art. 35 sont évidemment excessives et conduisent à rejeter le premier système² ».

Dans un second système, qui paraît être celui de la majorité de la doctrine et de la jurisprudence, on écarte le prétendu principe suivant lequel il n'y a pas de nullité sans texte, et on applique au contraire, la théorie des nullités virtuelles. D'après cette théorie pour savoir s'il y a ou non

1. Trib. com. Seine, 4 janvier 1909, D. 1912.2.1.

2. Houpin et Bosvieux, II, n° 12444. Dans ce même sens : Lepargneur, J. S., 1924 et 100.

nullité, il faut s'inspirer du but visé par la loi et rechercher si la violation de ses dispositions n'a pas pour effet d'empêcher ce but d'être atteint¹. Or l'allocation de dommages-intérêts, basée sur un préjudice dont il serait le plus souvent difficile d'évaluer l'importance, serait une sanction mal adaptée.

Dans un troisième système, les dispositions de l'art. 35 seraient sanctionnées non par une nullité mais seulement par une action en dommages-intérêts fondée sur l'art. 1382 C. civ. intentée contre les administrateurs par l'actionnaire auquel le refus de communication ou le retard apporté à l'exercice de son droit aurait causé un préjudice. On fait valoir en ce sens un argument *à contrario* tiré du rapprochement des art. 32 et 35 de la loi du 24 juillet 1867. L'art. 32, en effet, dispose que la délibération contenant approbation du bilan et des comptes est nulle si elle n'a pas été précédée du rapport des commissaires tandis que l'art. 35 n'édicte expressément aucune nullité pour inobservation de ses prescriptions². C'est ce système que nous croyons le meilleur.

1. Houpin et Bosvieux, *loc. cit.*, sur la théorie des nullités virtuelles, voir Aubry et Rau, *loc. cit.* et Japiot, *loc. cit.*

2. Lepargneur, *J. S.*, 1924, 101 et suiv.; Wahl, *Précis*, n° 839; note S. 1899.2.185, Trib. com. Seine, 16 janvier 1899, note sous Cass. req., 18 juin 1907, S.

CHAPITRE III

FEUILLE DE PRESENCE

Aux termes de l'article 28 de la loi de 1867, il est tenu une feuille de présence; elle contient les noms et domiciles des actionnaires, et le nombre d'actions dont chacun d'eux est porteur. Cette feuille, certifiée par le bureau de l'assemblée, est déposée au siège social, et doit être communiquée à tout requérant. Cette formalité, comme le déclarait le rapporteur de la loi du 23 mai 1863¹ a pour but de protéger l'actionnaire : la prescription relative à la feuille de présence des actionnaires qui prennent part aux délibérations, au dépôt et à la communication de cette feuille, est une sage précaution contre les fraudes dont la tenue des assemblées n'est que trop fréquemment l'occasion.

Au cas où cette feuille n'aurait pas été communiquée au requérant, ou si elle ne contient pas toutes les mentions qui sont exigées par la loi, on est d'accord pour admettre qu'il convient de frapper de nullité l'assemblée générale.

Comme l'a écrit M. Wahl², si en ce qui concerne les formalités préalables à la tenue des assemblées la nullité ne doit pas être trop facilement prononcée, il en est autrement des formalités relatives à la délibération elle-même. La

1. S. Lois annotées, 1863, p. 81, 3^e col.

2. Note S. 1910.2.234.

feuille de présence fait partie intégrante du procès-verbal de la délibération, dont l'irrégularité est sanctionnée par la nullité.

Signalons cependant que la feuille de présence ne doit pas obéir nécessairement à certaines règles de forme inaltérables. Il suffit que le procès-verbal de la séance signé par tous les membres du bureau constate que la feuille de présence a été annexée au procès-verbal et examinée par les membres du bureau, ce qui constitue une certification indirecte, mais suffisante pour satisfaire au vœu de la loi¹.

Toutefois, est nulle une assemblée générale pour laquelle il n'a pas été tenu de feuille de présence, et dont le procès verbal ne contient aucune énonciation susceptible d'y suppléer (quorum, majorité, nombre d'actions possédé par les membres présents².)

La signature des actionnaires présents est donc superflue³. Au contraire l'indication précise du domicile semble être requise sous peine de nullité. En effet, la rédaction de la feuille de présence perdrait toute signification si elle ne permettait pas à l'actionnaire d'exercer un contrôle sur la composition de l'assemblée générale. Or, ce contrôle deviendrait illusoire à partir du moment où l'attestation de la présence d'un actionnaire ne serait pas accompagnée de la désignation de son domicile. Signalons que ce but de vérification poursuivi par la loi a été bien mis en valeur par un arrêt⁴ aux termes duquel une assemblée n'est pas nulle, bien que certaines des signatures apposées sur la feuille de présence soient illisibles, si cette feuille mentionne les noms

1. Cass. civ., 20 février 1888, S. 1888.1.401.

2. Trib. com. Lille, 3 déc. 1923, *Rev. Soc.*, 1924, p. 216.

3. Paris, 15 avril 1885, sous Cass. civ., 20 février 1888, S. 1888.1.401.

4. Paris, 13 mai 1913, S. 1914.2.193.

de tous les actionnaires et les nombres de leurs actions : il est facile de faire une vérification sérieuse.

Ordre du jour.

Parmi les formalités préparatoires à la tenue d'une assemblée générale peut figurer, le cas échéant, la rédaction d'un ordre du jour, mais ce n'est pas toujours indispensable. En effet, la mission des assemblées annuelles a été précisée par la loi : elle consiste à entendre les rapports du conseil de surveillance et du conseil d'administration, à fixer les bénéfices devant être répartis. Si l'Assemblée générale ordinaire se cantonne dans les limites des attributions qui lui sont conférées par la loi, l'actionnaire n'aura pas besoin d'être prévenu d'une manière spéciale. Au contraire, si le Conseil d'administration estime à propos de soumettre à l'assemblée des actionnaires des mesures spéciales, il convient de lui envoyer avec sa convocation un exposé très précis de l'ordre du jour, afin qu'il puisse, le cas échéant, exposer à l'assemblée les solutions ou au contraire les problèmes que ses investigations lui auront suggérés. Et il semble en effet que la préparation des questions destinées à être discutées à l'assemblée générale présente pour l'actionnaire un intérêt au moins aussi considérable que la communication préalable des pièces prévues par l'article 32 de la loi du 24 juillet 1867. Aussi une jurisprudence répétée a-t-elle décidé, à juste titre, qu'une délibération sur un point étranger à l'ordre du jour excède les pouvoirs de l'assemblée et est par conséquent frappée de nullité.

Toutefois, il a été apporté une dérogation à cette règle aux termes de laquelle l'assemblée ne peut délibérer valablement que sur les questions mises à l'ordre du jour. En

effet, il importe peu qu'une question n'ait pas été portée à l'ordre du jour de la réunion, si des incidents¹ imprévus se sont produits au cours de l'assemblée qui d'après l'appréciation des juges de fait à cet égard souveraine, ont été à bon droit considérés comme prouvant la nécessité et l'urgence de la mesure. Cette jurisprudence s'explique très bien en présence des dispositions spéciales du droit français. En effet, comme l'a justement remarqué M. Wahl² la loi française, à la différence de plusieurs législations étrangères, a omis de donner aux actionnaires même réunis en grand nombre le droit de convoquer l'assemblée générale, si ce droit ne leur est pas expressément conféré par les statuts; or il est clair que s'il y a contre le conseil d'administration quelques motifs de révocation, le conseil n'inscrira pas la question à l'ordre du jour; on verra quelquefois le conseil demander la révocation de l'un ou de l'autre de ses membres, mais non pas la destitution du conseil tout entier ou de la majorité des administrateurs. Ainsi peut se trouver en échec le principe (loi du 24 juillet 1867 art. 22) d'après lequel les administrateurs d'une société anonyme sont essentiellement révocables.

La solution est constante³.

La même solution semble imposer la possibilité de révoquer un liquidateur, même si cette mesure n'a pas été mise à l'ordre du jour. En période de liquidation, il se peut que ce soit le liquidateur qui soit chargé à la fois de convoquer l'assemblée générale des actionnaires et de rédiger l'ordre du jour. Ces fonctions lui seraient même nécessairement attribuées au cas où, comme l'a décidé un arrêt⁴, le liquidateur

1. Cass. req., 20 déc. 1910, S. 1911.1.255.

2. Note sous 7 janv. 1904, S. 1904.2.89.

3. Paris, 7 janv. 1904, S. 1906.2.89; Cass. civ., 17 janv. 1905, S. 1905.1.324; Civ., 15 juil. 1895, D. 94.1.31; Paris, 10 avril 1900, D. P. 1900.2.439.

4. Paris, 8 juin 1912, S. 1913.2.1, note Wahl.

prend pendant la période de liquidation tout naturellement la place du président du conseil d'administration. Dans une telle hypothèse toutes les raisons qui militent en faveur de la possibilité de révoquer les administrateurs s'appliquent également au renvoi des liquidateurs, même lorsque cette mesure n'a pas été inscrite à l'ordre du jour, et c'est bien dans ce sens que s'est prononcée la Cour de Paris.

La jurisprudence admet sans difficulté qu'une assemblée générale délibère valablement sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour, si cette question se trouve posée inopinément à la suite d'incidents survenus au cours de la réunion¹. Encore faut-il qu'il y ait urgence, et qu'aucune présomption de fraude ne puisse être constatée. Et il a été décidé que les juges du fait avaient toute latitude au cas où ces conditions ne seraient pas remplies, d'apprécier si des circonstances exceptionnelles n'auraient pas justifié l'ajournement de la délibération, et le renvoi à de toute décision à une assemblée ultérieure². Ainsi, au cours d'une assemblée générale appelée à délibérer sur une proposition tendant à céder à un tiers l'actif social, à charge seulement pour ce dernier d'acquitter le passif, sans aucun versement aux actionnaires, l'un des actionnaires offrit de payer en sus une somme de 25 fr. par action. Cette proposition fut rejetée par l'assemblée générale. La Cour de Riom pressentant la fraude, rendit un arrêt aux termes duquel l'attitude du conseil d'administration laisserait croire que la cession approuvée par l'assemblée générale, qui ne donne absolument rien aux actionnaires procurerait cependant à certains des avantages qu'on n'avance pas. Et la Cham-

1. Wahl, note sous Rouen, 6 avril 1909, S. 1910.2.235, 3^e col.

2. Cass. civ., 31 déc. 1913, S. 1914.1.268.

bre civile¹ rejeta le pourvoi, en déclarant que le vote immédiat par l'assemblée générale de la première proposition, en dehors de tout examen de la consistance des dernières offres, peut être considéré par les juges du fond comme n'ayant pas eu lieu dans des conditions de sincérité et de loyauté suffisantes pour assurer la validité de la délibération.

Bureau de l'Assemblée.

L'article 28 de la loi du 24 juillet 1867 est le seul qui ait fait allusion au bureau de l'assemblée générale des actionnaires. Il stipule en effet que la feuille de présence certifiée par le bureau de l'assemblée est déposée au siège social, et doit être communiquée à tout requérant. Il ne semble pas que cette disposition doive être observée à peine de nullité, et il a été maintes fois jugé² que l'absence de signature des membres du bureau n'est pas sanctionnée par la nullité de la réunion. Nous estimons donc que l'assemblée générale ne se trouve pas dans l'obligation d'élire un bureau; s'il arrive rarement qu'une assemblée estime inutile de choisir des personnes chargées de conduire les débats, une telle hypothèse n'est pas exclue, puisqu'une société anonyme peut être réduite à sept membres. Dans ce cas, l'élection d'un bureau est nettement superflue, et la signature de tous les membres présents sur la feuille de présence suppléera à la disposition prévue par l'article 28 de la loi du 24 juillet 1867.

De même l'assemblée a le droit, sans que l'autorité judiciaire puisse en prendre ombrage, de renouveler la com-

1. Cass. civ., 31 déc. 1913, S. 1914, R. 267.

2. Paris, 15 avril 1885, sous Cass., 20 févr. 1888, S. 188.1.401.

position de son bureau si les personnes désignées par les statuts ont été révoquées, ont refusé, ou se sont trouvées dans l'impossibilité de venir¹.

La loi de 1867 ne mentionnait le bureau de l'assemblée générale que d'une manière tout à fait incidente, et ne renfermait aucune disposition déterminant son mode d'élection. D'une manière générale, les statuts prévoient que la présidence de l'assemblée des actionnaires sera attribuée au président du Conseil d'administration.

Or, en période de liquidation, la question se pose de savoir si en présence d'une telle clause, la présidence appartient encore au président du Conseil d'administration, ou si elle passe aux liquidateurs. La Cour de Paris² a jugé que les liquidateurs d'une société anonyme régulièrement nommés par l'assemblée générale avec les pouvoirs les plus étendus, sont à défaut du président du Conseil d'administration et en l'absence de toute révocation préalable, naturellement désignés pour présider l'assemblée générale des actionnaires. On a contesté cette solution en déclarant « qu'il est arbitraire d'interpréter la clause du pacte social conférant la présidence de l'assemblée au président du Conseil en ce sens que les associés ont entendu la confier subsidiairement aux liquidateurs. » La vérité est qu'en cas de dissolution de la société, la clause statutaire ne peut plus s'appliquer. Et dès lors les statuts étant muets sur la présidence des assemblées d'actionnaires tenues pendant la liquidation, il faut revenir à la règle générale, à savoir que dans le silence des statuts c'est à l'assemblée elle-même qu'il appartient de choisir librement son président. ». Il nous semble

1. Cass., 5 juillet 1893, S. 1893.1.377; Trib. com. Seine, 29 mai 1896, J. S., 1896, p. 430.

2. Paris, 8 juin 1912, D. 1913.2.161.

que la solution adoptée par la Cour de Paris est nettement préférable. En effet, il ne saurait être question de maintenir les pouvoirs du président du Conseil d'administration, car le fait même de la liquidation entraîne nécessairement l'extinction des pouvoirs de celui-ci qui passent au liquidateur. D'autre part confier à l'assemblée le soin de nommer un nouveau président comporte de graves dangers, car les frictions et les possibilités de conflits se multiplieront tout naturellement entre le liquidateur et le nouveau président. Le meilleur moyen de les éviter consiste, comme l'a fait la Cour de Paris, à attribuer à une seule personne ces fonctions qui, partagées entre le président et le liquidateur, exigent un esprit de coopération qu'il serait téméraire d'escompter.

CHAPITRE IV

COMPOSITION ET EXCLUSION DES ASSEMBLEES GENERALES

L'autorité judiciaire doit également exercer un contrôle sur la composition des assemblées générales. La loi a dicté certaines garanties protectrices des intérêts des actionnaires; il appartient à la justice d'empêcher qu'elles soient tournées, et d'annuler les décisions des assemblées générales quand elles n'ont pas été observées.

Ainsi sous l'espèce de la loi de 1867, quand les statuts d'une société exigeaient pour qu'un actionnaire participât aux assemblées générales ordinaires, qu'il fût détenteur d'un certain nombre d'actions, les actionnaires qui ne remplissaient pas ces conditions ne pouvaient se grouper et voter par mandataire. Il n'en est plus ainsi depuis la loi du 1^{er} août 1893 ainsi conçue: tous propriétaires d'un nombre d'actions inférieur à celui déterminé pour être admis dans l'assemblée, pourront se réunir pour former le nombre nécessaire, et se faire représenter par l'un d'eux. D'autre part il ne serait pas licite d'exclure des assemblées générales une catégorie d'actionnaires. M. Thaller a prétendu le contraire: le porteur de l'action de jouissance a-t-il dit, n'ayant pas cessé de faire partie du corps composant le capital social, a droit d'entrée aux assemblées, à moins que les

statuts n'en aient autrement décidé. Mais cette opinion semble exclue par l'article 27 de la loi de 1867 qui prévoit les seules possibilités d'exclusion d'une assemblée générale, et par l'opinion d'une grande partie de la doctrine¹.

Enfin l'assemblée générale ordinaire n'a pas le droit d'exclure de son sein un ou plusieurs actionnaires nominale-ment désignés. Toutefois il a été jugé² que rien ne s'oppose à ce qu'un actionnaire s'interdise envers la société et pour un temps déterminé de représenter ses actions ou une partie de ses actions aux assemblées, alors que cette renonciation est la condition d'une promesse de vente de ses actions consenties à la société.

On admet généralement qu'une assemblée n'est pas nécessairement nulle au cas où le vote de certains actionnaires aurait été irrégulier. Il y a simplement lieu de défal-quer ces votes de l'ensemble, et la délibération est valable si cette déduction faite il reste une majorité. C'est ainsi qu'il a été jugé³ par la Cour de Rouen que les délibérations prises par une assemblée générale sont valables, bien que certaines des personnes qui y ont figuré fussent des manda-taires dont la procuration avait été révoquée, si déduction faite des actions représentées par ces mandataires, il restait une majorité suffisante.

Deux dispositions nouvelles ont été votées en 1930, en ce qui concerne les actions à droit de vote privilégié. La première, qui forme l'article 6 de la loi du 24 avril 1930, est ainsi conçue : Toute émission d'actions à droit de vote privilégié, c'est-à-dire d'actions ayant dans les assemblées des actionnaires un droit de vote supérieur à celui des autres

1. Wahl, *J. S.*, 1913, p. 358; Houpin, t. II, p. 362, § 1248.

2. Paris, 11 nov. 1908, *J. S.*, 1903-56.

3. Rouen, 6 avril 1909, *S.* 1910.2.33.

actions eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent respectivement, est interdite à compter de la promulgation de la présente loi. On a beaucoup discuté la portée qu'il convenait d'attribuer à ce texte, qui au premier abord paraît si général. En effet, une loi postérieure, celle du 1^{er} mai 1930, visant exclusivement les assemblées extraordinaires est venue interdire une forme particulière des actions à droit de vote privilégiée, celle qui profite aux actionnaires d'une même catégorie, en leur permettant de disposer d'un chiffre maximum de voix supérieur à celui des actionnaires appartenant à une autre catégorie. Mais ce texte ne s'appliquant qu'aux assemblées extraordinaires, on pourrait en conclure d'une part que la loi du 24 avril 1930 doit être interprétée restrictivement, puisque le législateur a éprouvé le besoin de la compléter par une disposition spéciale; d'autre part, qu'une attribution de voix différente suivant les catégories d'actions, reste licite dans les assemblées générales ordinaires, puisque le seul texte qui l'interdisait ne vise que les assemblées générales extraordinaires. Cette interprétation peut-être par trop subtile ne présente pas de chances sérieuses d'être adoptée. Comme on l'a très bien dit, l'article 6 de la loi du 6 avril 1930 s'attaque de face au privilège de vote en termes suffisamment nets pour qu'il n'y ait pas lieu de faire appel, en vue de le compléter, à un texte que les Chambres avaient d'ailleurs adopté antérieurement, puisque la loi promulguée le 1^{er} mai avait été votée par le Parlement le 16 avril¹.

Signalons encore une controverse qui pourrait s'élever en raison du texte de la loi. En effet, ce qui est interdit c'est la création d'actions *spéciales* à droit de vote pri-

1. *J. S.*, 1931, p. 68.

vilégié. Cette distinction semble venir à l'appui de la thèse exposée plus haut et en vertu de laquelle on ne peut conférer un privilège de votation qu'à l'ensemble des titres d'une catégorie d'actionnaires, sans qu'il soit possible de créer une inégalité de vote entre actions d'une même catégorie : il s'en suivrait donc, d'après cette doctrine, que le privilège de votation pourrait être accordé s'il accompagnait plusieurs autres avantages conférés à une catégorie d'actions. Nous croyons devoir rappeler, déclare M. Dauthy dans son rapport présenté au Sénat¹ la distinction que nous avons faite précédemment entre l'action de priorité assortie d'un droit de vote supérieur, et l'action spéciale à droit de vote privilégié, qu'il faut se garder de confondre. Le privilège de vote, ajoute M. Bosvieux² serait donc licite s'il s'ajoute à d'autres avantages, et illicite s'il constitue l'unique avantage attaché à des actions.

Dans quelle mesure l'autorité judiciaire peut-elle exercer un contrôle sur le privilège de vote conféré à certains actionnaires dans les assemblées ordinaires des sociétés anonymes ?

Le contrôle des tribunaux, afin de pouvoir s'exercer pleinement sur les pouvoirs des assemblées générales, doit porter incontestablement sur les modalités de vote prévues par les statuts. Dans la mesure où ces dispositions seront illicites, des mesures prises en assemblées générale en vertu de la majorité illégale seraient évidemment nulles.

Parmi les questions qui se posent ici, la plus importante est incontestablement celle de savoir si le vote privilégié peut jouer dans les assemblées ordinaires. Aux termes de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, les statuts déter-

1. Rapport, p. 115.

2. J. S., 1931, p. 72, note.

minent le nombre de voix appartenant à chaque actionnaire eu égard au nombre d'actions dont il est porteur. On en a conclu¹ que les privilèges de vote étaient illégaux. L'art. 27 autorisait le vote censitaire; un certain nombre d'actions pourrait être valablement exigé afin de prendre part au vote de l'assemblée. Mais serait illégale toute clause ou il ne suffit pas pour connaître le nombre de voix dont dispose un actionnaire, de connaître le nombre de ces actions.

Toutefois un texte postérieur, le paragraphe 3 nouveau de l'article 34 du Code de commerce, est venu modifier les données du problème. En vertu de la loi du 16 novembre 1903, sauf dispositions contraires des statuts, les actions de priorité et les autres actions ont un droit de vote égal. D'une manière générale, la doctrine en a conclu à la possibilité de créer sans restriction des actions à droit de vote privilégié². Toutefois on a fait observer que la législation de 1903 n'a prévu une inégalité possible dans le vote qu'entre les actions de priorité d'une part et les actions ordinaires d'autre part; il n'a pas permis d'introduire l'inégalité entre les actions de priorité, pas plus qu'entre les actions ordinaires. On ne peut donc conférer un privilège de votation qu'à l'ensemble des titres de l'une ou de l'autre de ces catégories³ et un arrêt de la Cour de Poitiers semble s'être prononcé en faveur de cette thèse⁴: « Attendu qu'il résulte de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 et de l'article 34, alinéa 3, du Code de commerce que le droit de par-

1. Mazeaud *Le vote privilégié dans les sociétés de capitaux*, p. 94 et suiv.

2. Lyon-Caen et Remitte, *Sociétés*, n° 560, 611; Houpin et Bosvieux, *Sociétés*, n° 1247, 1256; Pic, *Sociétés*, 2^e éd., n° 816; Thaller, *J. Soc.*, 1911, p. 394.

3. Amiaud, *op. cit.*, p. 98.

4. Poitiers, 4 juillet 1927, S. 1927.2.137.

ticiper aux assemblées délibérantes n'est pas non plus d'ordre public puisque, d'une part, les statuts peuvent valablement exclure des délibérations les actionnaires qui ne possèdent pas au moins le nombre des actions qu'ils déterminent et que, d'autre part, ils peuvent attribuer *aux porteurs des actions de priorité* un nombre de voix supérieur à celui qui appartient aux actions ordinaires ».

Nous lisons dans l'article 52 de la loi du 24 juillet 1867 parmi les dispositions particulières aux sociétés à capital variable, que l'assemblée générale aura le droit de décider à la majorité fixée pour la modification des statuts que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société. Ainsi le droit d'exclusion d'un associé rentre dans les pouvoirs d'une assemblée générale ordinaire. La question s'est posée de savoir si une clause formelle des statuts peut déroger à cette disposition, ou bien si l'article 52 de la loi du 24 juillet 1867 est impératif. En effet, dans certaines sociétés, le droit d'exclusion avait été réservé par les statuts au Conseil d'administration. On a émis l'opinion qu'une telle clause était valable. Cette théorie pouvait se fonder sur un jugement du Tribunal de Saint-Etienne¹ et un arrêt de la Cour de Lyon², qui constatent tous deux que les statuts confèrent le droit d'exclusion à l'assemblée générale. On en a conclu au contraire que les mêmes statuts auraient pu contenir des dispositions privant l'assemblée générale de ce droit. La discussion semble avoir été close par un arrêt de la Chambre des requêtes³ aux termes duquel la clause des statuts d'une société coopérative portant que le Conseil d'administration peut, pour raisons graves, prononcer

1. 8 août 1894, *R. Soc.*, 1895, p. 363.

2. 19 mars 1897, *J. S.*, 1897, p. 60.

3. Req., 23 nov. 26, S. 27.181.

l'exclusion d'un membre, constitue une violation formelle de la loi du 24 juillet 1867 à laquelle sont soumises les sociétés coopératives, et, dont l'article 52 dispose que le droit d'exclure un sociétaire n'appartient qu'à l'assemblée générale des actionnaires, et sous certaines conditions qui mettent obstacle à ce que ce droit d'exclusion puisse être délégué au Conseil d'administration¹. Ainsi les tribunaux ne peuvent-ils pas sanctionner une clause des statuts qui voudrait priver l'assemblée générale du droit d'exclusion d'un sociétaire. Il y a là une garantie que la loi accorde à l'actionnaire, sur laquelle il a un droit absolu de compter, et dont il ne peut pas être dépossédé par les statuts.

Quant à la seconde garantie accordée aux associés par la loi, et en vertu de laquelle la majorité exigée pour l'exclusion est celle requise pour modifier les statuts, elle a également un caractère impératif. Et il a été jugé par la Cour de Paris² que cette disposition qui établit une concordance absolue entre la majorité nécessaire pour la modification des statuts, et la majorité exigée pour exclure un sociétaire, est impérative et ne peut être modifiée par les parties. En conséquence doit être déclaré nul le vote de cette nature qui, bien que conforme à la majorité stipulée par un article spécial des statuts, devait dès lors être inopérant comme contraire à la loi, s'il ne réunit pas la majorité exigée par les dits statuts pour leur modification, cette dernière majorité étant seule valable. Et l'associé ainsi exclu illégalement doit être réintégré dans tous ses droits et avantages sociaux dans le passé et dans l'avenir comme s'il avait toujours fait partie de la société.

Aussi bien tout cela est-il naturel, comme on l'a fort bien

1. Req., 23 nov. 1926, S. 1927, p. 81.

2. 30 J. 1898, J. S., 1898, p. 419.

dit¹, si l'on réfléchit à la gravité de la mesure. On ne souligne pas toujours suffisamment son caractère désobligeant qui est cependant indéniable. Nulle part le contrôle judiciaire des délibérations prises par les assemblées générales ordinaires n'est aussi nécessaire, nulle part il ne s'exercera avec autant de facilité, étant donné la netteté des principes et la clarté des règles auxquelles il est assujetti. Contre la décision prise régulièrement par l'assemblée générale, il n'existe aucun recours à la justice. En décider autrement serait en fin de compte transférer aux tribunaux la juridiction conférée par la loi à l'assemblée générale. La décision de l'assemblée générale ne peut donc être attaquée et annulée par la justice, que lorsque cette assemblée a dépassé dans sa résolution les limites que la loi ou les statuts lui, assignent².

1. Bourcart, note S. 1927.1.81 sous Req., 23 nov. 1926.

2. Trib. com. de Blois, 5 mai 1897, *J. S.*, 1898, p. 477.

DEUXIÈME PARTIE

Contrôle en faveur des minorités

CHAPITRE V

DROITS DES MINORITES

La doctrine tout entière a considéré avec faveur le contrôle par les autorités judiciaires des pouvoirs accordés à la majorité par la loi de 1913. La loi de 1913, déclare le Professeur Rousseau, si largement qu'elle ait compris les pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire ne les a pas rendus illimités. Outre les bornes que la loi elle-même marque formellement, il en est une autre que le législateur n'avait pas besoin d'indiquer parce qu'elle est d'ordre public; l'assemblée générale ne peut statuer valablement que si elle le fait dans une vue d'intérêt social. Lorsqu'elle agit dans un autre intérêt, ses délibérations, même régulières en la forme, ne s'imposent pas aux actionnaires. Le législateur n'a sacrifié pour une si large part les droits individuels des actionnaires qu'à la grandeur de l'œuvre à laquelle, par leur adhésion à la société, ils se sont dévoués. Dans ce but, presque tout est possible à l'assemblée générale extraordinaire; pour un autre intérêt elle est impuissante. Pour en démêler les motifs, les tribunaux¹ interviendront.

De même Decugis se range à cette doctrine; le droit de vote, déclare-t-il, que tout actionnaire tient des statuts et

1. Note sous Trib. comm. Seine, 29 janv. 1923, *Rev. jur. comm. Seine*, 1923.2.193 et s.

de la loi, doit être exercé par lui conformément à la destination légale ou statutaire de ce droit, c'est-à-dire que l'actionnaire doit s'en servir uniquement pour la protection des intérêts communs de tous les actionnaires. Lorsque cet actionnaire utilise ce droit de vote pour d'autres fins, et sacrifie délibérément l'intérêt collectif des actionnaires afin de favoriser ses intérêts particuliers, il commet un abus de droit. La délibération prise à la majorité des voix par une coalition d'intérêts particuliers doit donc être annulée par les tribunaux, si elle porte préjudice à la majorité¹.

Détournement de pouvoir par la majorité dans une assemblée générale d'actionnaires.

Il arrive souvent que la majorité de l'assemblée générale détourne, dans un but différent de celui pour lequel ils lui ont été attribués, les pouvoirs conférés par la loi. Cette hypothèse se vérifie tous les jours plus fréquemment, maintenant que, en vertu de la multiplication des combinaisons financières, les majorités d'une assemblée générale ont souvent intérêt à ce que la Société périclite, afin de favoriser l'essor d'une société rivale. La Cour de cassation, dès avant la guerre, s'était aperçue du péril, et utilisant la théorie si commode du détournement de pouvoir, elle a annulé la délibération prise par la majorité d'une assemblée générale dans un but autre que le développement et la prospérité de la société. Les faits étaient les suivants :

Les actionnaires d'une société anonyme avaient été convoqués pour délibérer sur une proposition de cession de l'actif social. Au cours de la séance, l'un des actionnaires

1. L'abus du droit dans les sociétés par actions, *J. S.*, 1925, p. 481 et s.

offrit de reprendre l'affaire dans des conditions plus avantageuses pour la société que celles qui avaient été primitivement présentées. La majorité de l'assemblée générale décida de ne pas prendre cette proposition en considération, mais des actionnaires se jugeant lésés demandèrent l'annulation de cette décision. Le Tribunal puis la Cour leur donnèrent raison. Un pourvoi dirigé contre l'arrêt fut rejeté par la Cour de cassation dans les termes suivants : Les juges affirme-t-elle, peuvent en constatant qu'il n'y avait pas péril en la demeure, considérer qu'en décidant de passer outre et en acceptant immédiatement la première proposition au lieu de renvoyer à une autre assemblée, le vote, n'a pas eu lieu dans des conditions de sincérité et de loyauté suffisantes¹ pour assurer la validité de la délibération.

De même, dans un ordre d'idées un peu différent, le Tribunal de commerce de la Seine a admis, à deux reprises différentes, qu'une décision adoptée par l'assemblée générale grâce à une convention par laquelle un groupe d'actionnaires convient de prendre l'engagement de voter dans tel ou tel sens, est nulle. En effet est licite l'engagement pris par un groupe d'actionnaires de voter dans tel ou tel sens sur une question déterminée². Mais est nulle, comme contraire à la liberté du droit de vote, une convention par laquelle chacun renonce à se laisser convaincre par les arguments pouvant être opposés pendant la discussion.

L'assemblée générale perdrait tout son sens et pourrait être remplacée avantageusement par un vote par correspondance au cas où des groupes d'actionnaires pourraient valablement se lier au préalable. Comme l'a écrit M. Cordonnier, s'il n'est pas interdit aux actionnaires de conférer

1. *J. S.*, 1915, p. 81; note Bosvieux, *S.* 1914.1.267, *D. P.* 1917.1.143.

2. *Trib. comm. Seine*, 9 déc. 1920; *J. S.*, 1924, p. 515.

entre eux préalablement aux assemblées sur les résolutions qui leur seront soumises, et adopter avant le vote un programme d'actions communes, il est au moins inadmissible qu'un groupe d'actionnaires s'engagent pour un temps déterminé d'une manière générale à voter, sur les questions qui seront soumises aux assemblées ordinaires et extraordinaires, dans le sens qui aura été préalablement¹ arrêté au sein du groupe par la majorité de ses membres.

Une application remarquable de cette théorie a été faite tout récemment. Une convention était intervenue entre les administrateurs sortants d'une société anonyme et un groupe d'actionnaires, par laquelle ce groupe, moyennant la remise à lui faite, en toute propriété, d'un certain nombre d'actions appartenant aux dits administrateurs, s'engageait à donner à ces derniers, lors de la prochaine assemblée générale, *quitus* de leur gestion. Il fut jugé que cette convention était illicite, et que dès lors les parties devaient être replacées dans la situation où elles se trouvaient avant l'établissement de la convention frappée de nullité, c'est-à-dire que les administrateurs doivent être remis en possession de leurs actions. Si dans l'intervalle une augmentation de capital a eu lieu, les actions nouvelles souscrites par le groupe d'actionnaires grâce aux actions qui leur avaient été abandonnées contre don du *quitus* doivent être remises par ce groupe aux administrateurs, sauf l'obligation pour ceux-ci de rembourser au groupe les sommes versées pour la dite souscription².

Il semble évident qu'ici encore la décision a été rendue en vertu de l'impression qu'il y avait eu détournement de

1. Lyon, 20 oct. 1902, *J. S.*, 1903-67.

2. *J. S.*, 1928, p. 672.

pouvoirs, abus du droit de vote, lequel a été conféré par la loi aux actionnaires afin qu'ils l'exercent en toute liberté, après avoir eu l'occasion de se former une opinion au cours de la discussion. Dans ces conditions comme l'a déclaré la Cour de cassation¹ l'assemblée n'a pas eu lieu dans des conditions de sincérité et de loyauté suffisantes pour assurer la validité de la délibération.

Devant une telle décision, à laquelle conduirait peut-être la lettre des textes, mais que condamnent évidemment le bon sens et l'équité, la théorie de l'abus de droit pourrait constituer un instrument d'une utilité incontestable. Au cas où le *quitus* que se voterait à lui-même l'administrateur coupable aurait été accordé alors même que les fautes lourdes pouvaient être constatées, ne pourrait-on pas admettre que la majorité avec l'apport du gérant a détourné son droit du but en vue duquel il lui avait été octroyé ? Nous voyons, a-t-on dit dans une telle délibération, et dans l'octroi d'un *quitus* gratuit, un détournement de pouvoir de la part de la majorité, et un manque de loyauté illicite de sa part, s'il est avéré que des fautes lourdes inexcusables ont été commises dans la gestion ou l'administration².

Poussons cette théorie jusqu'à ses limites, et l'absurdité des solutions sautera aux yeux. Voici un administrateur qui s'est manifestement rendu coupable de prévarications. Il dispose de 51 % des actions, et pourra s'octroyer un *quitus* libérateur. Il y a là manifestement un abus de droit, et la délibération sera nulle.

Supposons au contraire que le *quitus* ait été voté par 66 % des voix contre 34 %, l'administrateur disposant à lui seul de 30 % des actions. Il en résulte que sur 70 % des

1. 31 déc. 1913, J. S., 81, D. 1917.1.143, S. 1914.1.268.

2. David, *Les droits des minorités*, p. 66.

actionnaires. 36 % se seraient prononcés pour le *quitus*, qui ainsi voté serait inattaquable; inversement le vote pourra être annulé par le Tribunal si la majorité n'avait pu être obtenue qu'avec l'apport de la majorité des voix¹.

Afin d'éviter ces abus de droit ou tout au moins dans le but de diminuer leurs effets, on a eu quelquefois l'idée de confier à des assemblées générales extraordinaires, dont le quorum légal est plus élevé, le soin d'exercer les pouvoirs conférés par la loi aux assemblées générales ordinaires.

A plusieurs reprises s'est posée la question de savoir dans quelle mesure les pouvoirs conférés par la loi et la jurisprudence aux assemblées générales ordinaires peuvent être pris par les assemblées générales extraordinaires. En d'autres termes, les assemblées ordinaires ont-elles une compétence exclusive sur les questions qui rentrent dans leurs attributions, ou leurs pouvoirs peuvent-ils également être exercés par les assemblées générales extraordinaires² ? On admet ordinairement qu'une assemblée extraordinaire dont le quorum exigé par la loi est supérieur à celui qui est requis par l'assemblée ordinaire a le pouvoir de statuer sur des questions moins graves que celles qui relèvent normalement de sa compétence.

On a fait observer, semble-t-il à tort, qu'il y a un côté de la question que cet argument néglige. En effet la convocation d'une assemblée extraordinaire mentionne nécessairement les questions qui se trouvent à l'ordre du jour, et la convocation sera irrégulière si l'ordre du jour contient des questions qui ne sont pas de la compétence des assemblées extraordinaires. Sans doute, dit M. Wahl³ l'assemblée

1. S. 1910.2.235.

2. Trib. de comm. de Charolles, 16 mars 1909, *J. S.*, 1909, n° 374.

3. S. 1910.2.235.

qui réunit la moitié des actionnaires en réunit par là même le quart, mais elle n'en a pas moins été convoquée irrégulièrement, et ses délibérations sont par suite irrégulières. Il nous paraît au contraire qu'en admettant même qu'une assemblée puisse être annulée en raison de l'irrégularité de la convention, cette nullité en vertu de la jurisprudence de la Cour de cassation est couverte par les votes d'une assemblée régulièrement composée et délibérant dans les conditions prescrites par la loi¹.

M. Wahl fait d'autre part valoir que la loi disposant que l'assemblée générale ordinaire pourra statuer à la seule condition de réunir le quart des actionnaires, chacun des actionnaires a le droit d'exiger que ces dispositions soient respectées, la représentation du quart étant naturellement plus facile à obtenir que celle de la moitié.

Il me semble au contraire que l'actionnaire ne se verrait nullement lésé si la mesure qu'il demande et qui rentre dans les attributions de l'assemblée générale ordinaire était réalisée par l'assemblée générale extraordinaire. Il n'en serait autrement que si on lui refusait le vote de la mesure demandée, sous prétexte que le quorum exigé pour l'assemblée extraordinaire n'était pas atteint, alors que la proportion d'actionnaires requise par la loi pour se prononcer sur la question litigieuse était effectivement réunie.

1. 20 juillet 1897, S. 97.1.409.

CHAPITRE VI

APPROBATION DES COMPTES

L'assemblée générale ordinaire doit approuver les comptes des administrateurs ainsi que les rapports des Commissaires; faut-il entendre par là qu'elle doit accepter ou rejeter en bloc ce qui lui est soumis? Dans la réalité il n'en est pas ainsi. Le vote qui sera émis est précédé d'une discussion au cours de laquelle les actionnaires pourront réclamer toutes les explications complémentaires qu'ils jugeront leur être utiles.

Le législateur de 1867 le prévoit d'ailleurs, puisqu'aux termes de l'art. 34 *in fine*, il décide que le bilan, l'inventaire et le compte profits et pertes doivent être présentés à l'assemblée générale des actionnaires.

« La loi n'exige pas qu'il soit donné lecture de ces documents mais tout actionnaire assistant à la réunion a le droit d'en prendre connaissance¹.

La communication de ces documents au cours de la séance est rarement demandée et ne présente guère d'intérêt qu'en ce qui concerne le compte profits et pertes qui ne figure pas au nombre des pièces dont les actionnaires ont le droit, aux termes de l'art. 35 de la loi du 24 juillet 1867, de prendre communication avant l'assemblée.

1. Trib. comm. Seine, 5 nov. 1906, *J. S.*, 1907-281.

Néanmoins, le droit de l'actionnaire à la communication, au cours de la séance, des documents dont la loi exige la présentation à l'assemblée, est sanctionné par la nullité de celle-ci dans le cas où cette communication lui serait refusée. « Il y aurait, dit M. Percerou, en principe, nullité de l'assemblée générale si, malgré la réquisition d'un actionnaire, le bureau refusait de lire à l'assemblée générale de la société anonyme sur un point déterminé, l'inventaire, le bilan ou le compte des profits et pertes, ou d'en donner connaissance aussitôt au requérant, cette communication en cours de séance (surtout celle du compte des profits et pertes dont jusque là les actionnaires n'ont pas eu connaissance) présentant à raison des circonstances où elle intervient, une réelle importance pour l'édification des membres présents¹ ».

L'actionnaire pourra donc demander des modifications aux propositions qui lui seront soumises. L'assemblée générale pourra être ainsi entraînée à voter la réduction d'amortissements qui lui paraîtraient exagérés, modifier tous les comptes et tous les résultats du bilan. A cette occasion l'on s'est demandé si l'Assemblée générale pourrait même modifier les bilans d'exercices antérieurs, régulièrement approuvés.

Les pouvoirs des assemblées générales ordinaires en ce qui concerne l'approbation de bilans.

D'une manière générale on serait tenté de croire que l'approbation d'un bilan constitue à l'égard de l'assemblée générale une ratification définitive, sur laquelle il est impossible de revenir. Il n'en est rien. En effet l'article 541. C. pr.

1. Percerou, *J. S.*, 1908-245.

civ. reconnaît que le vice d'erreur permet de revenir même sur les décisions de la justice qui auraient établi ou approuvé les éléments du compte. Cet article doit être appliqué par analogie complète aux comptes rendus à l'amiable¹. Et en vertu de ces principes il a été jugé que la règle de l'annualité d'un bilan ne s'oppose pas à ce qu'une assemblée d'actionnaires modifie le bilan d'un exercice antérieur en revisant la valeur qu'avaient les éléments d'actif à la fin de cet exercice, alors que ces modifications n'ont pour but que d'assurer l'exactitude et la sincérité du bilan².

Ainsi la responsabilité des administrateurs pour les opérations effectuées pendant un exercice vis-à-vis de l'assemblée générale, n'est pas mise à l'abri par suite de l'approbation d'un bilan. Quand le Conseil d'administration a rendu ses comptes et qu'ils ont été approuvés, il est impossible d'appliquer ici les règles générales du mandat et de déclarer qu'il s'est formé entre l'assemblée générale et les administrateurs une véritable convention qui délie le mandataire des obligations nées du mandat primitif ou qui précise les obligations restant à sa charge.

Mais les droits de l'assemblée générale sont parfois soumis à certaines restrictions. Il en est ainsi notamment pour le quitus. Il est inutile de rappeler ce qu'est un quitus. C'est, en effet, une déclaration, votée aux conditions de quorum et de majorité ordinaires, par laquelle l'assemblée, quoiqu'ayant ratifié les comptes des administrateurs, renonce contre eux à toute action en responsabilité. L'approbation des comptes, a-t-on soutenu, entraînait forcément quitus au profit des administrateurs et le vote

1. Boistel, note sous 29 janv. 1888, C. de Paris, S. 89.2.265.

2. Req., 22 juin 1926, D. 1927.1.117.

spécial d'un quitus faisait double emploi. On peut répondre à cet argument que la nécessité du quitus se justifie pour la raison suivante ; c'est qu'elle décharge les administrateurs de toute responsabilité même à raison des fautes qu'ils ont pu commettre et des irrégularités qui ont pu être découvertes dans leurs comptes.

La validité d'un quitus, même régulièrement voté n'est valable qu'autant qu'il l'aura été en pleine connaissance de cause. Le consentement de l'Assemblée ne doit pas être vicié. Ce serait le cas si les comptes n'étaient pas exacts ou s'ils comportaient des dissimulations ayant échappé involontairement ou non aux Contrôleurs.

Le quitus ne sera pas non plus définitif au cas où la majorité des actionnaires aurait imposé sa loi à la minorité en donnant un quitus à des administrateurs maîtres de cette majorité.

Comment un tel vote émis par une Assemblée générale qui aurait imposé sa volonté à la minorité, ne serait-il pas décisif et le quitus définitif ? En effet, il est hors de doute que l'action sociale en responsabilité serait éteinte par le quitus. Mais, personne n'admet que des violations flagrantes de la loi comme des statuts puissent enlever à un actionnaire, le droit à l'exercice de son action individuelle. Son action est fondée sur le délit civil de l'art. 1382, C. civ. commis à son égard par l'administrateur ou le gérant de la société.

« L'action sociale prévue aux statuts d'une Société anonyme, décide la Cour de Paris², ne pourrait trouver son ap-

1. « L'approbation des comptes n'entraîne pas forcément quitus au profit des mandataires de la Société : il faut en outre que la gestion soit approuvée par l'Assemblée des actionnaires, c'est-à-dire qu'en plus de la reddition des comptes, les actes des mandataires soient ratifiés par l'Assemblée. » René Gain, *Assemblée d'actionnaires et Conseil d'administration*, p. 77.

1. Paris, 31 mai 1923, *Bulletin pratique de jurisprudence financière*, septembre-octobre 1923.

plication qu'au cas où les actionnaires voudraient exercer des contestations touchant l'intérêt général et collectif de la Société. Mais il n'en est pas ainsi lorsque les agissements reprochés aux administrateurs ont un caractère nettement dolosif... »

Dans une autre espèce dans laquelle la minorité des actionnaires reprochait au Conseil d'administration d'une société minière d'avoir procédé à des cessions de mines moyennant un prix hors de proportion avec leur valeur réelle, la cour de Paris alloua des dommages-intérêts aux actionnaires bien que quitus eut été accordé au Conseil d'administration. Dans cet arrêt¹, la Cour avait déclaré que « les fautes relevées étaient constitutives d'un quasi-délit aux termes des articles 1382 et 1383 du C. civ. ».

Il a été jugé encore que l'assemblée générale ne peut pas par un quitus général donné aux administrateurs paralyser postérieurement à l'introduction de l'instance l'action en responsabilité exercée par deux sociétaires en leur nom privé, dans la mesure de leurs intérêts personnels². En effet, comme l'a expliqué M. Thaller³, le vote de décharge de l'assemblée générale était intervenu à un moment où l'action individuelle se trouvait déjà engagée. Or, l'introduction de la demande en responsabilité conférait aux demandeurs un droit dont désormais aucune détermination autre que la leur ne pouvait plus les priver. Autrement dit, le contrat judiciaire se forme par suite de l'ouverture de l'instance. Le jugement doit prendre en considération l'état du droit des plaideurs au moment de l'assignation. Si l'action individuelle était recevable ce jour là, il ne se peut pas qu'un

1. Paris, 3 janvier 1927, *Petit Capitaliste*, mars 1927.

2. Cass. req., 1^{re} juillet 1897, *J. S.* 1898, p. 110.

3. Note Dalloz, 1898.1.569.

fait étranger au demandeur vienne au milieu du procès le dessaisir de sa demande. Le vote de l'assemblée générale arrive trop tard pour éteindre l'action individuelle, dès l'instant qu'elle est déjà en cours d'exercice.

L'actionnaire, privé, par un vote de l'assemblée générale, accordant un quitus à l'administrateur coupable pourra cependant faire appel au contrôle de l'autorité judiciaire et recouvrira son droit à l'action individuelle, en prouvant que le quitus, la ratification, la renonciation ou la transaction ont été donnés par l'assemblée générale sous l'influence d'une erreur, de dol, ou de manœuvres frauduleuses¹.

Enfin, il faut encore considérer comme entachée de nullité absolue, la convention intervenant, avant l'assemblée générale entre certains actionnaires et des administrateurs aux termes de laquelle ces actionnaires s'engageaient à leur voter un quitus définitif. Un tel engagement est nul, par application de l'art. 1131 C. civ. soit pour cause illicite en tant qu'il porte atteinte à la liberté et à la personnalité du vote, soit pour fausse cause, le quitus qui aurait été ainsi obtenu étant sans valeur.

C'est ce qu'a décidé le Tribunal de commerce de la Seine tout récemment dans une espèce dans laquelle la convention litigieuse renferme la disposition ci-après littéralement transcrite : « Moyennant remise à eux faite en toute propriété de 8.000 actions de la Société des moteurs Gnome et Rhône, Bauer, Marchal et C^{ie} s'engagent, au nom de leur groupe détenteur d'au moins 40.000 actions, à voter à l'assemblée générale du 27 juin 1922 un quitus de gestion général et définitif confirmant en tant que de besoin tous quitus antérieurs qui ne sauraient plus être discutés ni directement ni indirectement par eux :

1. Cass., 9 juillet 1888, D. 88.1.321; Bordeaux, 24 mai 1886, S. 92.1.349.

« Attendu que la remise des titres apparaît ainsi avoir comme seule contre-partie l'engagement pris par Bauer, Marchal et C^{ie} de voter le quitus des administrateurs, qu'ainsi une telle remise constitue en définitive le prix de l'acquisition d'un droit de vote à une assemblée générale et non ainsi que le soutiennent et font plaider les défenseurs, l'exécution d'une transaction ayant pour objet la réparation d'un préjudice subi ».

« Attendu que l'engagement ainsi pris par un actionnaire préalablement à l'assemblée est illicite comme contraire à la liberté et à la personnalité du vote; que le considérer comme valable serait détruire le jeu normal de discussion dont l'assemblée a précisément pour mission de révéler le sens dominant ».....

« Que les tractations relatives au vote deviendraient courantes et aboutiraient à donner toute autorité dans la gestion des sociétés à des tiers n'ayant aucun intérêt à la sauvegarde et au développement du patrimoine social, qu'il apparaît comme hautement désirable qu'il n'en soit pas ainsi pour conserver aux délibérations des assemblées leur caractère indispensable de moralité et de liberté¹.

Une dernière question se pose encore à propos des quitus, c'est la suivante : les administrateurs et les gérants peuvent-ils voter leur propre quitus ? La question ne fait plus de doute en jurisprudence. Quelques auteurs s'élèvent contre la validité d'une telle opération; mais leurs voix restent isolées. La Cour de cassation² a déclaré avec raison que « l'ac-

1. Trib. Com. Seine 8 mars 1928. Gaz. Pal. 11; 120.

2. Cass. civ., 25 octobre 1896, Dalloz, 1898.1.65.

tionnaire, assistant régulièrement à une assemblée générale ordinaire, puise dans sa qualité d'associé le droit de prendre part à la discussion et au vote des actes de gestion, alors même qu'il serait personnellement intéressé dans ces actes, que ce droit ne pourrait lui être enlevé que par les statuts ou par une disposition formelle de la loi ».

Sur quel principe peut-on justifier l'intervention de la justice dans un cas de ce genre ? Certains auteurs, notamment M. Percerou¹ font appel à la théorie de l'abus du droit; d'autres², basent l'intervention de la justice sur la notion du détournement de pouvoir.

M. Wahl³ écarte l'appel qui est fait à la notion de l'abus du droit, par les considérations suivantes : « Il n'y a abus du droit que si on se sert de son droit uniquement pour nuire à autrui, ou tout au moins dans le but de causer à autrui un préjudice grave insuffisamment compensé par un très léger profit que l'on se procure soi-même ».

Pour en terminer avec cette question si délicate du quitus, dans laquelle les tribunaux sont obligés d'intervenir nonobstant les votes des assemblées générales, rappelons cette formule qu'a donnée la Chambre civile⁴ en 1883 et qui a conservé toute sa valeur : « L'approbation donnée par l'Assemblée générale (le gérant compris) ne fait pas obstacle à ce que les associés s'adressent aux Tribunaux en cas de dol ou de fraude du gérant » et ce, par application des articles 1135 et 1993 C. civ ». L'on ne saurait mieux dire que ce sera notre dernier mot sur le quitus.

Les considérations que nous venons de développer ne

1. J. Percerou, *J. Soc.*, 1907-107.

2. R. David, *La Protection des minorités dans les sociétés par actions*, thèse, Paris, 1928, p. 70 et s.

3. Wahl, *J. Soc.*, 1914, 90.

4. Cass. civ., 27 juillet 1881, D. 1883.1.337.

sauraient nous faire négliger une question fort agitée au sein des assemblées générales et que les tribunaux ont eu souvent à connaître : celle de l'approbation des comptes.

Il a été jugé¹ que les actionnaires ont le droit de demander des explications sur le montant des traitements et sur la nature des fonctions des agents employés par le Conseil d'Administration. Mais, ils n'ont pas un véritable droit d'investigation sur les affaires de la Société. Notamment si le compte profits et pertes ne renferme qu'un résumé des opérations sociales, les actionnaires ne sauraient exiger le compte rendu détaillé de chacune de ces opérations.

Bénéfices. — Il appartient sans conteste à l'Assemblée générale de déterminer la part des bénéfices qui doit être mise en réserve et celle qui doit être distribuée sous forme de dividendes. Elle a donc à faire emploi des bénéfices réalisés, savoir : la constitution de fonds de réserves, la fixation du dividende, le report à nouveau.

Que faut-il tout d'abord entendre par bénéfice ? Cette notion paraît à première vue très claire ; tout le monde croit la comprendre, en réalité elle ne l'est nullement. Le bénéfice simple d'une société, n'est autre que le bénéfice final à l'expiration de cette société (art. 1832 C. civil.). Telle est la théorie des premiers arrêts rendus après la promulgation du C. de com. : les bénéfices annuels distribués sont rapportables, sur la demande des créanciers sociaux, en cas de crise au cours de la durée de la société et ne sont définitivement acquis qu'à la dissolution de la société, lorsque l'ensemble des résultats aura démontré qu'il y a eu effectivement bénéfice². Il y eut depuis lors un revirement dans la jurispru-

1. Trib. corr. Seine, 4 nov. 1910, *Gaz. trib.*, 14 nov. 1910.

2. V. arrêts cités dans Amiaud, Comptes de réserves, n° 2.

dence¹ que sont venus consacrer les articles 10 § 3 et 45 *in fine* de la loi du 24 juillet 1867. Les actionnaires ne sont plus tenus au rapport des dividendes même fictifs, s'ils les ont reçus d'après les résultats constatés par l'inventaire.

Pour l'actionnaire ordinaire, le bénéfice est ce qui est distribuable et il se croit frustré quand il n'en a point reçu. D'ailleurs la notion de répartition de bénéfices est la pierre de touche permettant de différencier la société de groupements quelconques assez voisins, voir d'associations dans lesquelles l'on peut réaliser des bénéfices parfois considérables, mais dans lesquels il n'est procédé à aucune répartition. Cette conception est la seule conforme à l'art. 1382 C. civ. et à l'art. 1 loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations. C'est également la conception de la jurisprudence².

Le bénéfice comptable que nous avons donc en vue est le bénéfice de l'exercice ou bénéfice d'exploitation qui est constitué par l'excédent de l'actif sur le passif. *L'évaluation de l'actif* doit d'ailleurs être faite à son *prix d'acquisition* sauf pour les éléments dont on connaît d'une façon certaine la valeur actuelle et pour lesquels la certitude de réalisation à cette valeur n'est pas douteux (certaines valeurs de Bourse jouissant d'un large marché). Sans doute la valeur actuelle doit être prise en considération pour inscrire l'amortissement des éléments qu'il y a lieu de reconstituer; c'est ce que *Quesnot* appelle justement l'amortissement du surpris et ce que les praticiens nomment parfois « réserves pour reconstitutions ». *Mais l'évaluation au prix d'acquisition* ou prix de revient a une fonction propre : elle contrôle l'emploi du capital et assure le respect de la règle de la

1. V. note 2, p. 68.

2. V. Cass. Civ., 4 août 1909, S. 10.1.393, note Wahl; Cass. (Ch. réunies) 11 mars 1904, D. 14.1.257 (note Sarrut).

fixité du capital social en vertu de laquelle on ne peut distribuer de bénéfice qu'au delà de la représentation de celui-ci; l'évaluation à la valeur actuelle ne peut avoir pour but d'exprimer la représentation du capital dans l'actif.

Ainsi donc, il n'y a pas qu'une notion de bénéfice¹ : 1° l'excédent de l'actif évalué à sa valeur d'acquisition sur le passif, en tenant compte des dépréciations effectives par des amortissements et des dépréciations éventuelles par des provisions pour fluctuations de valeurs constitue le bénéfice de l'exercice ou bénéfice d'exploitation.

2° L'excédent de l'actif, évalué à sa valeur actuelle sur le passif constitue pour la société une situation bénéficiaire à laquelle des conséquences importantes sont attachées. Notamment cette situation permet de procéder à une augmentation de capital².

Mais l'Assemblée, avant de voter une répartition quelconque des bénéfices, devra au préalable autoriser le prélèvement de sommes suffisantes pour la constitution des réserves. La première est la réserve légale toujours obligatoire, puis d'autres pourront être autorisées, ce sont les réserves spéciales.

La loi ne s'est occupée que de la réserve légale, qui aux termes de l'art. 36 de la loi du 24 juillet 1867 est constituée par un prélèvement de 5 % sur les bénéfices nets actuels. La formation des réserves qualifiées d'extraordinaires pour les différencier de la réserve légale, est laissée au soin des assemblées générales. Lorsque les statuts déter-

1. Le bénéfice annuel apparaît non pas comme un élément concret, mais comme un produit d'abstraction et il ne saurait, en aucune manière, être assimilé au bénéfice final qui ressort à l'expiration des opérations sociales H. E. Barrault, La notion de bénéfice dans les sociétés anonymes, *Rev. Sociétés*, oct. 1924.

2. Quesnot, *Administration financière des Sociétés*, p. 242.

minent les modalités de cette opération, les pouvoirs de l'assemblée générale ne semblent pas pouvoir faire l'objet d'une controverse. Au contraire lorsque les clauses statutaires sont ambiguës, la question de l'étendue des pouvoirs de l'assemblée générale devient très douteuse, étant donné l'extrême difficulté de fixer avec précision la définition des réserves. Les deux principaux problèmes qui se posent à ce propos sont relatifs aux amortissements et aux provisions ou comptes d'ordre.

Rappelons sans entrer dans les détails, ce qui nous entraînerait hors de notre sujet, qu'il y a différents systèmes d'amortissements¹ : amortissement forfaitaire, amortissement croissant, amortissement décroissant. D'un autre point de vue il y a l'amortissement sur la valeur de reconstitution ou sur la valeur d'emploi, d'utilisation, dans l'entreprise des éléments de l'actif².

Tout ceci, dira-t-on, c'est de la théorie pure, quelle devra être la quotité de l'amortissement³ ? Ce taux n'est pas déterminé par la loi. Toutes les tentatives pour parvenir à une réglementation législative de cette matière ont échoué. La durée⁴ sur laquelle l'amortissement doit être calculé varie suivant chaque objet, et, pour chaque objet, suivant chaque entreprise, chaque région, chaque époque, etc.

L'on peut tout d'abord être en présence d'une société dont les statuts n'ont point fixé un taux d'amortissement. Ce taux, qui sera déterminé par l'Assemblée générale ordi-

1. V. Jacques Charpentier, *Traité pratique des bilans et inventaires*, p. 123 et s.; Quesnot, *op. cit.*; Lemaire, *Traité des amortissements et des réserves*; Decugis, Des différents systèmes d'amortissement industriel dans les sociétés par actions, *J. S.*, 1906, 247.

2. Rouen, 10 mars 1909, S. 1912.2.108; Lyon, 6 mars 1912, S. 1913.2.129

3. V. Jacques Charpentier, *op. cit.*, p. 125 et s.

4. « Tout au plus la loi, dit Jacques Charpentier, pourrait-elle fixer un maximum de délai, très largement calculé d'ailleurs, afin que les sociétés ne puissent adopter un taux illusoire », *op. cit.*, *loc. cit.*

naire ne peut être fixé arbitrairement; si l'amortissement est insuffisant le bilan est inexact, le capital entamé, les dividendes fictifs. Si l'amortissement est excessif, il y a réserves occultes qui pourront être critiquées par tous les ayants droit aux bénéfices¹.

Mettons-nous maintenant dans l'hypothèse d'un taux statutaire : si ce taux est insuffisant, les administrateurs devront provoquer une modification des statuts, faute de quoi leur responsabilité serait engagée. Si le taux statutaire est excessif, les administrateurs devront également provoquer une modification des statuts, en tout cas, les tiers intéressés aux bénéfices pourraient certainement faire déclarer que les amortissements excessifs ne leur sont pas opposables.

Mais si, ce qui arrive trop souvent, les clauses fixant le taux statutaire sont ambiguës, la question de l'étendue des pouvoirs de l'assemblée générale devient très douteuse, étant donnée l'extrême difficulté de fixer avec précision la définition des réserves. Les deux principaux problèmes qui se posent à ce propos sont relatifs aux amortissements et aux provisions ou comptes d'ordre.

1^o Doit-on distinguer les réserves des prélèvements effectués par le compte des amortissements, ou au contraire convient-il d'estimer qu'il n'existe en réalité qu'une sorte de réserves dont l'affectation est indifférente. Le Tribunal² de commerce de la Seine a déclaré par un jugement en date du 3 juillet 1914 « que les amortissements sont obligatoires, spéciaux et ordinaires, qu'ils ont pour but de ramener à leur valeur réelle, au jour de l'inventaire social, les

1. *Contra* : Paris, 22 mars 1911, D. 1912.2.353; en notre sens, note Chéron sous cet arrêt.

2. Trib. com. Seine, 3 juillet 1914, *Gaz. Soc.*, 1914-363.

immeubles, matériel et installation industriels qui, au cours de chaque année, se sont fortement dépréciés; qu'ils doivent être calculés de façon aussi exacte que possible, et passés en écritures avant le calcul des bénéfices nets; tandis que les réserves sont facultatives, générales et extraordinaires, et ont pour but de compenser par avance les dépréciations éventuelles et anormales qui peuvent se produire dans l'avenir, et constituent des mesures de prévoyance dont l'importance n'est déterminée que par la politique plus ou moins prudente des dirigeants de l'entreprise; et à la différence des amortissements, les réserves ne sauraient être considérées comme des charges annuelles de la société. » La commission supérieure des bénéfices de guerre¹; s'est également prononcée en faveur de la distinction entre amortissements et réserves.

La doctrine est généralement² en ce sens. C'est ainsi que selon M. J. Charpentier, on ne doit pas considérer comme réserves, des fonds constitués au moyen de prélèvements qui figurent parmi les charges sociales et dont le but est de compenser des pertes déjà éprouvées ou encore des pertes éventuelles.

Dans le même ordre d'idées on ne doit pas considérer comme des succédanés de la réserve légale, les « réserves mathématiques » que doivent créer les Sociétés d'Assurances sur la vie. Ce ne sont pas là, en effet, de vraies réserves « il est impossible d'y voir comme dit M. Julliot de la Morandière³, une augmentation de l'actif par rapport au capital ».

1. *Rev. des bénéfices de guerre*, 1920, art. 166; *ibid.*, 1920, art. 598.

2. M. Thaller a soutenu le contraire. Il voit dans les prélèvements effectués par les entreprises sur leurs bénéfices, quand elles les portent à un compte d'assurance, des opérations constituant des épargnes. Thaller, *Droit commercial*, 1895, 242.

3. Cf. Julliot de la Morandière, *La réserve mathématique des primes*, p. 248.

M. J. Charpentier cite encore comme de prétendues réserves les sommes mises de côté par les sociétés d'assurances, pour leurs « risques non liquidés ». Ces fonds dénommés improprement « réserves » correspondent aux dettes des compagnies envers les sinistrés.

Enfin, l'on doit assimiler aux réserves des compagnies d'assurances, les réserves pour « fonds d'assurances » que constituent les grandes entreprises qui demeurent elles-mêmes leurs propres assurances.

M. Jacques Charpentier pense, et nous sommes de son avis, que si ces entreprises avaient contracté « une assurance » leurs primes auraient dû être portées aux frais généraux. Il ne peut en être autrement des primes qu'elles se versent à elles-mêmes, car le risque auquel elles sont exposées n'est pas moins grand. Les primes doivent être versées à la caisse d'assurance même dans les années en pertes. Elles ne peuvent donc être assimilées aux prélèvements sur les bénéfices par lesquels sont constituées les véritables réserves.

2° Une seconde question, peut-être plus complexe, consiste à distinguer entre réserves proprement dites et provisions ou comptes d'ordres. Les provisions ou comptes d'ordres constituent une des modalités de l'amortissement; toutefois au lieu de viser des dépenses ou des pertes passées et déterminables avec précision, les provisions sont retenues par les sociétés afin de faire face à des pertes éventuelles. Il est facile de comprendre que la confusion des provisions avec les réserves ait pu se produire avec une très grande facilité. La jurisprudence fiscale du Conseil d'Etat semble avoir résolu la question avec beaucoup de finesse, en décidant que la provision ne saurait s'appliquer qu'à des postes afférents aux opérations de l'exercice même dont les

bénéfices sont envisagés pour l'établissement de l'impôt, mais qu'une provision constituée en vue des pertes susceptibles de se produire au cours d'un exercice ultérieur ne peut être regardée que comme une réserve. Nous n'hésiterions pas pour notre part à appliquer ce critérium en matière de pouvoirs d'assemblées générales, et à accorder aux tribunaux le pouvoir d'annuler toute affectation de fonds au compte provisions, quand la dépréciation prévue n'est pas afférente à l'exercice en cours. Le contrôle des tribunaux pourrait bien entendu s'exercer d'une manière particulièrement efficace quand les limites fixées par les statuts aux réserves ont été atteintes, et quand l'inscription de sommes au compte provisions est seulement destinée à éviter une distribution de bénéfices devenue nécessaire aux termes mêmes de l'acte de société.

Nous venons de prononcer un mot gros de conflits entre les actionnaires et les dirigeants de la société « quand l'inscription de sommes au compte provision est destinée à éviter une distribution de bénéfices devenue nécessaire aux termes mêmes de l'acte de société ». Cela nous amène à examiner très succinctement une question qui tient beaucoup à cœur l'actionnaire, mais qui est fort discutée : quelle est l'étendue de son droit aux bénéfices.

Nous ramènerons à trois systèmes les différentes conceptions émises sur ce point et nous dirons un mot de la jurisprudence qui n'a pas un critérium très précis.

Le premier système est celui du droit absolu de l'actionnaire au dividende. Parmi les auteurs qui soutiennent que la distribution annuelle des bénéfices est un droit dont l'actionnaire ne saurait être privé, M. Amiaud, occupe une place marquée. Dans son ouvrage classique *Traité sur les comptes de réserves* cet auteur estime « qu'on ne peut

éviter de reconnaître le droit que possèdent tous les intéressés à venir réclamer, chacun en ce qui le concerne, le calcul des sommes qui doivent leur revenir sur l'intégralité des bénéfices disponibles ». Car, dit-il¹, la distribution annuelle des bénéfices « est un des principes essentiels sur lesquels repose toute l'économie de l'institution des sociétés par actions ». Cependant, malgré cette affirmation de principe, M. Amiaud est obligé d'apporter une atténuation à l'absolutisme de sa formule. Il est obligé de reconnaître que le droit de l'actionnaire à l'intégralité des bénéfices ne saurait aller à l'encontre de toute considération d'intérêt social supérieur. Il concilie ainsi le point de vue individuel et le point de vue social².

Parmi les auteurs qui se rattachent au système de M. Amiaud, nous rencontrons MM. Houpin et Bosvieux³. « L'assemblée, disent-ils n'a pas le droit de mettre en réserve une portion des bénéfices pour l'acquisition d'immeubles, ou d'un matériel entièrement nouveau, ou encore pour l'extension des affaires sociales, et généralement d'immobiliser les bénéfices en les affectant à des dépenses qui augmentent le patrimoine social. Il lui sera également interdit de constituer des réserves générales permanentes, des fonds de prévoyance sans cause ou sans destination particulière, si les prélèvements opérés à cet effet n'ont d'autre but que de mettre à la disposition de la société des bénéfices réalisés dont elle veut éviter la distribution ».

A l'opposé de ce premier système, l'on en rencontre un

1. Amiaud, *op. cit.*, p. 244.

2. Amiaud : « L'actionnaire n'est pas un créancier qui peut agir avec plus ou moins d'égoïsme ou de cruauté envers la société débitrice éventuelle de ses dividendes, c'est un associé, et cette situation lui impose tout naturellement un certain nombre d'obligations. » *Op. cit.*, *eod. loc.*

3. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, n° 1059.

second¹ niant en somme le droit des actionnaires au dividende. Les partisans de ce système proclament l'omnipotence complète de l'Assemblée. A leurs yeux, l'intérêt social doit primer l'intérêt immédiat des actionnaires. Les sacrifices momentanés qu'ils s'imposent par les disponibilités mises en réserve, leur permettront de récupérer à la dissolution de la Société des plus-values certaines.

Cette théorie a soulevé les plus vives critiques qui se trouvent être en quelque sorte condensées dans un troisième système intermédiaire plus respectueux de tous les intérêts en présence : actionnaires, tiers, créanciers et sociétés. En somme, dans ce système, on admet que les actionnaires ne peuvent se voir supprimer tout dividende. C'est l'assemblée générale qui reste juge en définitive du quantum à fixer. Selon M. Thaler² : « L'assemblée est seule juge du quantum du dividende ».

M. Wahl³ que nous croyons pouvoir ranger dans ce groupe intermédiaire, déclare que : « Les délibérations qui suppriment ou réduisent les distributions sont nulles en principe, il en est autrement de celles qui les suppriment pour consacrer les bénéfices à une meilleure administration de la société et à l'extension des affaires sociales, ou même à l'extension de l'objet social dans le cas où l'assemblée générale a le droit de décider cette extension ».

Nous rattacherons encore à cette opinion intermédiaire celle qu'émet M. Jacques Charpentier : « la décision de l'Assemblée s'impose à tous les actionnaires, sous la seule condition qu'elle ne renferme pas un abus de droit. La répartition annuelle du bénéfice est bien à la base de l'orga-

1. Bourcart, *De l'organisation et des pouvoirs de l'Assemblée générale dans les Sociétés par actions*, p. 261.

2. Thaller, note sous D. 1893.1.105.

3. Wahl, *J. S.*, 1900, p. 289 s., et D. 1903.2.314.

nisation actuelle des sociétés, mais ce n'est pas un principe d'ordre public. Il y peut être dérogé par une clause expresse des statuts, et dans le silence des statuts, il y a lieu de présumer que l'intention des contractants a été de le faire fléchir momentanément lorsque des nécessités financières l'imposent. « Le droit de l'actionnaire doit être sacrifié lorsque l'intérêt de la société l'exige mais il ne peut être sacrifié qu'à cet intérêt. Les tribunaux en seront juges ».

Ce renvoi au pouvoir d'appréciation des tribunaux, nous met, une fois de plus en présence de l'exercice d'un droit de contrôle considérable. En fait, la jurisprudence s'en est plutôt mal tirée. On ne trouve chez elle aucune directive. Cependant, la Cour de cassation affirme l'absolu pouvoir d'appréciation du juge du fait, pour déterminer : « si les statuts d'une société anonyme donnent le droit à l'assemblée générale¹ de fixer le chiffre des bénéfices nets sur lequel doivent être faits divers prélèvements prévus aux statuts, et spécialement de porter une partie des bénéfices à une réserve facultative, et de rejeter, en conséquence, la demande de l'ancien administrateur délégué qui prétend avoir droit à une quote-part de ces bénéfices réservés ».

En dehors de cette reconnaissance par la Cour de cassation du souverain pouvoir d'appréciation du juge du fait, nous n'avons rien rencontré qui puisse servir de critérium. Certaines décisions font appel à la notion de l'abus du droit; d'autres visent surtout le cas de fraude aux droits des actionnaires. C'est à cette dernière idée qu'a fait appel le Tribunal de commerce de la Seine². Sa déci-

1. Cass. civ., 3 février 1890, *Rev. Soc.*, 1890, 128.

2. « Attendu qu'il convient en effet de remarquer que la création de réserves est œuvre de sagesse, que ces réserves donnent aux sociétés françaises importantes une souplesse telle dans leur trésorerie, qu'elles leur permettent

sion a été confirmée par la Cour de Paris dans des termes qui sont à noter. La Cour de Paris nous offre là une base solide quant aux limites du pouvoir de contrôle des tribunaux. Tout ce passage est à retenir quoique nous soyons appelé à y revenir par la suite.

« S'il reste, dit la Cour de Paris, dans les attributions de la justice d'examiner la valeur des griefs que lui défère un actionnaire d'une société ou tout autre intéressé, concernant la légalité ou l'opportunité des décisions émanant des assemblées générales, les juges ont le devoir, surtout à ce dernier point de vue, de n'user de leurs pouvoirs qu'avec prudence et circonspection, de façon à ne pas entraver la politique financière des sociétés, à ne point modifier l'orientation donnée à leur marche générale en vue d'une évolution mûrement calculée et à ne point bouleverser les méthodes d'administration de la pratique desquelles peut dépendre toute leur sécurité ».

Comme on le voit, l'on ne saurait exprimer en termes plus judicieux quel est le rôle de la justice appelée à départager des intérêts à première vue antagonistes et qui en réalité ne le sont pas.

Acompte sur dividendes en cours d'exercice.

Tout ce que nous venons de dire à propos, soit de la fixation du dividende, soit du droit des actionnaires, repose sur l'hypothèse d'une répartition annuelle, faite à la suite d'une décision régulièrement prise par l'Assemblée générale ordinaire. Mais, pourrait-on procéder à une réparti-

tant d'acquiescer immédiatement tout ce qui est nécessaire à leur industrie que d'assurer la stabilité du dividende, en cas de période déficitaire ou de crise commerciale. » Trib. comm. Seine, 3 juillet 1914, Req. Jur. Soc., 1920, 101.

tion anticipée, pas évidemment de la totalité du dividende, mais d'un acompte substantiel ?

La pratique l'admet couramment. L'organisme qualifié pour y procéder est le Conseil d'administration. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement puisque l'Assemblée ne s'est pas encore réunie. Les raisons que l'on en donne sont sérieuses. La raison généralement donnée est que l'assemblée générale ne se réunit le plus souvent que plusieurs mois après la clôture de l'exercice et que les actionnaires attendraient trop longtemps la mise en distribution du dividende voté. Une autre raison, bien meilleure à nos yeux, est que l'état sommaire de la situation active et passive que toute société par actions doit dresser chaque semestre renseigne suffisamment les administrateurs et les gérants sur les possibilités de bénéfices distribuables.

Cette distribution anticipée, ainsi justifiée économiquement est-elle juridiquement valable, si elle n'est fondée que sur les pronostics favorables constatés par les administrateurs ? Nous ne le pensons pas. Les acomptes sur dividendes ne peuvent être versés aux actionnaires qu'autant que les statuts le prévoient formellement. Même dans ce cas cette distribution ne peut, à notre avis, être faite que sous la responsabilité des administrateurs. En cas d'insuffisance de bénéfices et dans le silence des statuts, un tel versement serait un cas de distribution de dividendes fictifs.

Paiement des intérêts. — Un autre usage, fréquent dans les très grandes entreprises constituées sous la forme de sociétés par actions, est le service d'un taux¹ fixe aux

1. Sur l'absence de toute valeur juridique d'une telle clause, M. J. Charpentier, *op. cit.*, p. 360, dit en termes excellents : « La pratique commerciale établit fréquemment une distinction dépourvue de valeur juridique, entre

actions, c'est ce que l'on appelle le coupon d'intérêt. Là aussi il faut une clause formelle des statuts. Ce n'est pas seule condition exigée. Mais ici surgit une divergence de vues fondamentales entre la doctrine et la jurisprudence de la Cour supérieure que nous nous bornons à signaler ici.

L'unanimité des auteurs appuyée par de nombreuses Cours d'appel, estiment qu'il ne suffit pas que la clause d'intérêts fixes soit stipulée aux statuts, mais il faut encore qu'elle soit publiée pour être opposable aux tiers créanciers sociaux.

La Cour de cassation passe condamnation sur la publication de cette clause, mais elle exige formellement que les statuts mentionnent que : « même en l'absence de bénéfices, un intérêt sera servi aux actionnaires, et que la somme des intérêts servis sera portée au compte frais généraux ».

Cette conception de la Cour de cassation manifestée déjà dans plusieurs arrêts antérieurs est la suivante¹; « les articles 56 et 57 de la loi de 1867 n'assujettissent pas nécessairement aux règles de publicité la clause des statuts d'après laquelle ces intérêts du fond social (intérêts fixes) sont compris dans les frais généraux et versés aux actionnaires sans pouvoir être répétés, même s'il n'existe pas de bénéfices sociaux. Cette clause peut, suivant les circonstances, être considérée comme constituant non une diminution déguisée du capital, mais l'une des charges sociales

l'intérêt et le bénéfice. Sur les produits de son exploitation, un commerçant commence par prélever la rémunération du capital qu'il a engagé dans l'affaire et c'est seulement le surplus qu'il appelle son bénéfice. Beaucoup de personnes se figurent que cette rémunération du capital est un véritable intérêt. En réalité, il ne peut exister d'intérêt, au sens juridique, que sur les sommes dues à une personne par une autre. Lorsqu'il est attribué au propriétaire du capital, il ne peut être pris que soit sur le bénéfice, soit sur le capital lui-même.

1. Cass. civ., 5 mai 1915, Saint-Martin, Legasse, Neveu c. Syndic de la Compagnie Ch. Jolivet et Cie (S. 1915.1.65).

dont la mention n'est pas exigée dans l'extrait à publier dans les journaux, en vertu de l'art. 57 de la loi du 24 juillet 1867. Par suite les juges de fond sont tenus de rechercher, dans chaque espèce, si les conditions dans lesquelles la distribution a eu lieu n'ont pas eu pour but et pour résultat de dissimuler, sous les apparences d'une charge sociale une réduction réelle et définitive du capital ».

Nous avons dans nos développements, consacrés à l'emploi des bénéfices, examiné jusqu'ici deux questions, les plus importantes à nos yeux; la constitution de fonds de réserves et la fixation du dividende. Il nous reste une dernière question à voir : « le report à nouveau¹ ».

Du report à nouveau. — C'est l'opération qui consiste à reporter à l'exercice suivant une partie des bénéfices. Cette mesure se justifie pour des raisons que l'on connaît bien : simplification des calculs, afin de donner aux porteurs de titres un chiffre rond de dividende, égalisation des bénéfices répartis sous forme de dividende, ce qui assure une plus grande stabilité des cours des actions.

Sa nature juridique. — De ce que nous venons de dire il résulte bien que le report à nouveau, qui est de pratique constante, est bien une mise de côté des bénéfices. Mais il n'en est pas toujours ainsi : sous le nom de report à nouveau les sociétés dissimulent parfois de véritables réserves « afin d'éviter les obstacles que pourrait rencontrer leur constitution régulière² ».

1. Nous laissons délibérément de côté tout ce qui a trait aux droits de tiers participant aux bénéfices : employés intéressés, porteurs de parts de fondateurs, etc.

2. J. Charpentier, *op. cit.*, p. 388, et cet auteur ajoute : « Lorsque ces réserves occultes se rencontrent dans un bilan, il y a lieu d'en dénoncer le véritable caractère; elles pourront être attaquées si elles ont été constituées en violation des conventions ou de la loi. »

Dans une autre opinion qui ne nous paraît pas exacte, l'opération de report à nouveau présenterait tous les caractères essentiels de la constitution de réserves. Selon M. Amiaud : « s'il s'agit toujours de valeurs patrimoniales qui strictement auraient dû être distribuées et qui ne l'ont pas été, augmentant ainsi l'actif net de la Société ».

L'objection décisive que l'on peut faire à cette conception c'est qu'elle est incompatible avec le droit qui est reconnu sans conteste à l'assemblée générale ordinaire de l'exercice suivant de disposer des sommes reportées à nouveau en même temps que les bénéfices réalisés par la suite.

Le vrai caractère du report à nouveau nous paraît être celui d'une situation d'attente. Les sommes reportées à nouveau constituent bien, de par leur nature, un bénéfice distribuable. Mais la répartition n'en a point été faite, et son affectation définitive a été seulement ajournée. Et tout cela suppose que l'assemblée agissant de la sorte n'est point sortie de ses attributions. En effet, une assemblée générale ordinaire ne pourrait valablement constituer une réserve.

Ajoutons comme dernière conséquence de cette situation d'attente, que les actionnaires ne sont pas créanciers¹ des sommes reportées à nouveau, comme ils le sont des dividendes non réclamés. Ils ne pourraient pas produire pour ces sommes à la faillite de la société.

1. Cf. J. Charpentier, *op. cit.*, p. 380.

CHAPITRE VII

DES ACTIONS EN RESPONSABILITÉ CONTRE LES ADMINISTRATEURS

Les actions judiciaires dont les actionnaires disposent contre les administrateurs se divisent en actions sociales et en actions individuelles. Le critérium permettant de différencier les unes des autres est plutôt nébuleux. Il a été jugé que l'on doit qualifier d'action sociale celle qui a pour cause et pour origine un préjudice atteignant la société toute entière, et qui procède d'une faute commise par les fondateurs ou les membres du conseil d'administration dans l'exercice de leur mandat; on doit au contraire qualifier d'action individuelle celle qui procède d'un dommage particulier subi par un ou plusieurs associés, sans que l'universalité des actionnaires soit atteinte¹. D'autres décisions au contraire ont voulu adopter un autre critérium, qui résiderait dans le fait juridique donnant naissance à l'action. La responsabilité contractuelle des administrateurs née du mandat qu'ils exercent mettrait en jeu l'action sociale. Au contraire toute faute délictuelle permettrait d'exercer une action individuelle².

1. Paris, 11 juillet 1882, *Rev. Soc.*, 1883, p. 73; Paris, 2 août 1890, *J. Soc.*, 1891, p. 367.

2. Voir Pic, t. III, p. 266.

Il ne nous appartient pas ici de nous étendre plus longuement sur ce point. Nous voulions simplement mentionner cette distinction qui est d'une très grande importance en pratique. Il arrive fréquemment en effet qu'une clause des statuts subordonne le droit d'intenter une action sociale à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Or, cette clause n'est pas applicable lorsque la démarche révèle le caractère d'une action individuelle. Nous voyons donc toute l'importance qu'il peut y avoir à distinguer entre action sociale et action individuelle, puisque dans le premier cas la recevabilité de la demande dépend de la décision de l'assemblée générale, alors que s'il s'agit d'une action individuelle, la liberté de l'actionnaire reste complète.

La question s'est posée de savoir dans quelle mesure l'assemblée générale pouvait restreindre une clause prohibant l'exercice d'une action sociale. Certes, comme on l'a écrit¹ la jurisprudence n'est pas sans témoigner à cet égard de beaucoup d'imprécision et de flottement, et en étudiant l'ensemble de cette jurisprudence on acquiert la conviction que cette matière est une de celles à l'occasion desquelles les tribunaux semblent avoir témoigné le plus d'indépendance d'esprit. Ainsi il a été jugé qu'ils devaient être soustraits à l'application de la clause prohibitive en vertu de l'ordre public :

1° Les actions tendant à faire prononcer la dissolution de la société en cas de perte des 3/4 du capital social, et à défaut d'une convocation de l'assemblée générale par le conseil d'administration².

2° Les actions en nullité contre la société elle-même en

1. Copper Royer, p. 307, t. I.

2. Cass. civ., 2 janv. 1912, *R. Soc.*, 1912, p. 149.

raison d'un vice de constitution ou contre une décision de l'assemblée générale à raison de l'omission d'une formalité légale¹.

Signalons enfin une solution récente extrêmement raisonnable du Tribunal de commerce de la Seine. Celui-ci a jugé en effet que même en admettant que l'assemblée générale ne puisse valablement entraver le libre exercice des actions en nullité de la société fondées sur l'inobservation des formalités prescrites par la loi, actions qui touchent à l'ordre public, une clause prohibitive qui subordonne l'exercice des actions judiciaires à une autorisation de l'assemblée générale que celle-ci est libre de refuser, doit, du moins en pareil cas, s'appliquer dans la mesure où elle peut valoir comme simple clause d'avis; par suite est irrecevable la demande en nullité intentée avant toute consultation de l'assemblée des actionnaires². Il est facile de concevoir combien désirables serait une jurisprudence bien assise, aux règles fixées qui serait susceptible d'empêcher une majorité complice de mettre obstacle aux revendications légitimes d'une minorité lésée.

1. Paris, 1^{er} juin 1904, *J. S.*, 1905, p. 39; Civ., 20 déc. 1911, *Rev. Soc.*, 1912.

2. Trib. com. Seine, 6 avril 1927, *J. S.*, 1929, p. 506.

CHAPITRE VIII

RÉVOCABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

Nous venons de voir au chapitre précédent que les actionnaires disposent contre les administrateurs d'actions sociales et d'actions individuelles. C'est par leur emploi qu'ils peuvent selon les cas obtenir la réparation des dommages que ces mandataires leur ont causés. Mais la mise en œuvre de l'action individuelle ou de l'action sociale est bien difficile; le plus souvent quand un fort courant se dessine au sein de l'assemblée contre les administrateurs on commence par les révoquer, quitte ensuite à intenter ou non ces actions individuelles ou sociales dont nous venons de parler.

Les administrateurs sont des mandataires; c'est ce que nous venons de dire; et c'est ce que les textes (art. 22 loi 24 juillet 1867) et les décisions judiciaires répètent à l'envi. Mais, la révocabilité du mandataire¹ n'est pas d'ordre public ni de l'essence du mandat; ne pourrait-elle pas être écartée par la volonté des parties ? Tout le monde l'admet pour le mandataire ordinaire. Mais la même unanimité se rencontre au contraire quand il s'agit de la non-application de ce principe à l'administrateur d'une société anonyme.

1. Thaller et Pic, II, n° 1117; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du Mandat*, n° 818; Cass., 9 juillet 1885, D. 1886.1.310.

Remarquons en effet que les administrateurs des sociétés anonymes, à la différence des gérants des sociétés en commandite, ne sont pas responsables de leur gestion sur leurs biens personnels, la révocation est donc la sanction nécessaire de leur mauvaise gestion. D'autre part, dans ces sociétés, les associés étant très nombreux et changeant fréquemment par suite de la négociabilité des titres, la confiance nécessaire entre mandants et mandataires ne peut être maintenue qu'en laissant aux actionnaires toute liberté pour modifier la composition du Conseil d'administration sans avoir à donner de motifs de leur décision¹.

Cette révocation des administrateurs est d'une importance capitale dans les sociétés anonymes. Elle a déjà soulevé et soulève encore des discussions passionnées au sein des assemblées générales. Nous étudierons cette question à trois points de vue différents : d'abord quand elle joue normalement, c'est-à-dire qu'elle figure à l'ordre du jour de l'assemblée; puis, quand elle est soulevée au cours d'un incident de séance et qu'elle est tranchée naturellement contre les administrateurs malgré le silence de l'ordre du jour sur la question; enfin, nous aurons à examiner comment la pratique des sociétés a cherché à tourner le droit de révocation des administrateurs par le système du cumul en la même personne de la qualité d'administrateur et de directeur technique. Nous verrons comment les tribunaux apprécient ce cumul.

Le droit de révocation est un droit essentiel qui appartient à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. D'autre part, c'est le Conseil d'administration qui a le droit

1. Thaller et Pic, *loc. cit.*; Houpin, II, n° 1055; Cass., 10 janvier 1881, D. 1881.1.161, Paris, 17 mars 1893; D. 1893.2.309; Cass., 20 décembre 1910, D. 1912.1.441 et note Thaller.

de convoquer celle-ci et de fixer son ordre du jour. Sauf disposition contraire des statuts, les actionnaires n'ont pas le droit d'exiger la convocation d'une assemblée générale. Il semble donc qu'il y ait là une contradiction. Cependant les actionnaires ne sont pas entièrement désarmés devant le mauvais vouloir et l'inertie du Conseil d'administration. En premier lieu, les commissaires de surveillance ont toujours le droit, en cas d'urgence de convoquer l'assemblée générale¹. D'autre part, tout actionnaire peut intenter une action devant le Tribunal de commerce contre le Conseil d'administration pour le contraindre à convoquer l'assemblée générale. Le Tribunal fixe le délai dans lequel l'assemblée devra être réunie; il charge généralement le Conseil d'administration de convoquer l'assemblée, il peut également en charger un ou plusieurs actionnaires ou nommer un mandataire de justice avec mission de convoquer l'assemblée faute par le Conseil d'administration de le faire dans le délai imparti par le Tribunal. En cas d'urgence le président du Tribunal de commerce statuant en référé², peut ordonner la convocation de l'assemblée générale.

La révocation des administrateurs est prononcée par l'assemblée générale ordinaire réunissant le quart du capital social conformément à l'article 29 de la loi de 1867; elle ne saurait être considérée comme constituant une modification des statuts même s'il s'agit de la révocation d'administrateurs statutaires³.

Mais les statuts ne pourraient-ils pas exiger pour la révocation une majorité plus forte ? La jurisprudence

1. Art. 33 de la loi du 24 juillet 1867.

2. Loi du 11 mars 1924.

3. Cass., 28 juillet 1868; Paris, 6 mars 1890 précité; Rouen, 6 avril 1909 précité; Cass., 20 décembre 1910 précité.

semble être dans le sens de l'affirmative¹. Cependant la solution contraire paraît seule légale, car ce serait porter atteinte au droit absolu et d'ordre public de révocation des administrateurs, que de subordonner la validité des délibérations de l'assemblée à des conditions plus rigoureuses que celles exigées par la loi pour les assemblées générales ordinaires².

Toute clause dérogeant directement ou indirectement au principe de la révocabilité *ad nutum* des administrateurs est entachée de nullité.

Il en est ainsi notamment de la clause attribuant aux tribunaux le pouvoir d'apprécier les motifs de révocation et d'allouer des dommages-intérêts en cas de révocation non justifiée³.

De même est nul l'engagement statutaire ou non, soit de maintenir les administrateurs en fonctions pendant un temps déterminé³, soit de leur allouer une indemnité en cas de révocation⁴.

Les administrateurs révoqués ne peuvent prétendre à des dommages-intérêts que si la révocation a été accompagnée d'acte délictueux par exemple d'allégations injurieuses et injustifiées⁵.

Quelle est la sanction du principe de la révocabilité *ad nutum* des administrateurs ? Cette sanction consiste-t-elle dans la nullité de la clause d'irrévocabilité ou dans la nullité de la société elle-même quand cette clause est insérée dans les statuts ? En faveur de cette dernière solution on fait valoir un argument de texte tiré du rap-

1. Cass., 5 juillet 1893, D. 1894.1.41.

2. Cass., 30 avril 1878, D. 1878.1.314; S. 1878.1.313.

3. Cass., 10 janvier 1881 précité.

4. Paris, 13 décembre 1883 précité.

5. Paris, 23 mars 1909, J. S., 1909, 406.

prochement des articles 22 et 41 de la loi du 24 juillet 1867. En effet d'une part l'article 22 dispose que les sociétés anonymes sont administrées par un ou plusieurs mandataires à temps, révocables; et, d'autre part, l'article 41 comprend l'article 22, parmi ceux dont la violation entraîne la nullité de la société¹. Mais on peut répondre à cet argument que le renvoi de l'article 41 à l'article 22 n'a pour objet que d'invalider les sociétés anonymes pour lesquelles il n'aurait pas été désigné d'administrateur, et que d'ailleurs il paraît plus rationnel d'annuler seulement la clause d'irrévocabilité plutôt que de prononcer la nullité de la société².

Comme nous venons de le voir, la révocation des administrateurs, et il en serait de même de celle des directeurs doit résulter d'un vote régulièrement émis par l'assemblée générale parce que cette question figurait à son ordre du jour. En effet, dans la rigueur des principes, toute délibération sur une question ne figurant pas à l'ordre du jour est susceptible d'annulation⁴.

Mais l'assemblée générale est-elle toujours liée par l'ordre du jour ? Des questions soulevées au cours de la séance pourraient par suite d'incidents imprévus nécessiter le vote de mesures d'urgence, telle que la révocation des administrateurs; c'est ce que la pratique nous révèle. Les tribunaux à cette occasion ont considéré qu'il y avait là des cas d'espèces et que l'on aurait tort de s'attacher rigoureusement au système de l'application de l'ordre du jour.

1. Cass., 10 janvier 1881 précité.

2. Cass., 30 avril 1878; Paris, 13 décembre 1883; 17 mars 1893 précité; Rouen, 6 avril 1898, S. 1910.5 233, note Wahl; Cass., 20 décembre 1910, S. 1911.1.225.

4. Paris, 29 janvier 1894, J. S., 1894, 474; Cass. civ., 2 juin 1924, 150 et note Bosvieux.

Tout d'abord, l'on s'est attaché à l'interprétation à donner à l'ordre du jour quand la révocation n'y figurait pas d'une façon très nette mais qu'elle semblait pouvoir découler de l'ordre du jour. C'est ainsi que l'ordre du jour portant « examen de la situation et mesures à prendre » suffit pour que l'assemblée puisse révoquer les administrateurs¹.

Puis l'on est arrivé à admettre la validité d'une révocation prononcée par l'assemblée générale quoi qu'elle ne fut pas à l'ordre du jour. La Cour de cassation² a décidé qu'une telle délibération doit être à bon droit déclarée valable « si elle a été prise à la suite d'un incident survenu au cours de l'assemblée, l'ordre du jour s'étant trouvé bouleversé par une irrégularité provenant du fait des administrateurs. »

La Cour suprême³ reconnaît qu'il appartient aux juges du fond d'apprécier souverainement » si des circonstances exceptionnelles ont pu autoriser à voter sur une question qui n'y était pas portée. » C'est donc comme nous le voyons, avant tout, une question de fait. Il importe, dans ces conditions, a dit la Cour de Paris⁴, de pourvoir à la défense des intérêts sociaux. C'est, devons-nous ajouter, le rôle même de l'assemblée générale d'y pourvoir et elle le fait, dans de telles circonstances, sous le contrôle des tribunaux.

Remarquons que dans les diverses espèces que nous venons de rappeler il s'agissait de résolutions d'assemblées générales prises relativement à des questions ne figurant pas à l'ordre du jour. Elles avaient été soulevées par des incidents de séance qui n'avaient pas été intentionnelle-

1. Paris, 13 novembre 1890, S. 1892.2.210.

2. Cass. civ., 5 juillet 1893, D. 1894.1.41.

3. Cass. civ., 15 juillet 1895, D. 1896.1.31.

4. Paris, 7 janvier 1904, S. 1906.2.89 et note Wahl.

ment créés et préparés pour obtenir par surprise ces résolutions comportant des révocations d'administrateurs. En, serait-il de même à propos d'événements survenus au cours de l'assemblée générale mais que le Conseil d'administration devait naturellement prévoir ? Il semble évident que de telles questions doivent figurer à l'ordre du jour afin de permettre à l'assemblée qui devra en être saisie de pouvoir statuer en toute connaissance de cause et avec toutes les conséquences qui doivent résulter du vote de ces résolutions.

La Cour de Rouen¹ saisie d'un cas semblable a cependant admis la thèse contraire et motivé de la sorte sa décision « les actionnaires se trouvaient dans l'alternative de laisser la société sans administrateurs, et, comme conséquence, le directeur sans contrôle immédiat, seul maître des destinées de la société, ou de lui retirer son mandat. »

Pour en terminer avec la question des incidents de séance, signalons un arrêt fort intéressant de la Cour de Paris du 28 janvier 1928². Il s'agissait d'une assemblée générale dont les délibérations avaient été interrompues par le bureau de l'assemblée qui avait arbitrairement levé la séance. L'arrêt déclare « que le départ du président peut être considéré comme un acte de démission, alors qu'il avait posé la question de confiance et que de nombreux actionnaires réclamaient cette démission. »

Cet arrêt de Rouen qui n'est pas une décision judiciaire isolée, nous montre à quel point la jurisprudence se montre

1. Rouen, 6 avril 1909, S. 1910.2.233. M. Wahl, dans sa note sous Rouen déclare avec raison que « de l'exposé des faits contenus dans le jugement... il résultait que les Administrateurs savaient à l'avance que le maintien du Directeur rendait l'administration impossible... rien n'était plus facile pour les Administrateurs que de porter à l'ordre du jour la révocation du Directeur. » Nous disons même, « révocation éventuelle ». Ce qui aurait renseigné l'Assemblée.

2. Paris, 28 janvier 1928, *Gaz. trib.* 18 mai 1928.

intraitable sur le principe de la révocabilité *ad nutum* des administrateurs et directeurs des sociétés anonymes. Il nous reste à voir comment la pratique s'est efforcée de tourner ce principe et comment la jurisprudence réagit à son tour en pareille occurrence.

Pour atténuer, comme nous l'avons déjà dit ces conséquences rigoureuses de la révocabilité *ad nutum*, la pratique a imaginé de faire profiter les administrateurs de la passation de contrats de direction technique. Les contrats fonctionnent alors concurremment avec les fonctions d'administrateurs délégués.

Nous savons que le directeur est un mandataire et à ce titre révocable comme un administrateur ordinaire.

Comment distinguer un directeur d'un directeur technique ? Cette distinction est parfois difficile à faire. En cas de doute il n'y a qu'à considérer le mode de nomination. On considérera plutôt comme un directeur technique l'agent nommé par le Conseil d'administration et comme directeur celui nommé par l'assemblée générale ou désigné par les statuts.

Le critérium doit être cherché dans les circonstances de la cause et non dans la qualification donnée par les parties au contrat intervenu entre elles. Il convient d'abord de considérer l'étendue des pouvoirs conférés à l'agent. Celui qui n'a dans ses attributions que la direction des services de la société ou de l'un d'eux est incontestablement un directeur technique. Celui au contraire qui a pour fonctions de gérer l'ensemble des affaires de la société et de diriger ses opérations est un directeur devant être assimilé à un administrateur¹. Il y a lieu à cet égard de relater les motifs de l'arrêt de la Cour de Lyon du 7 juin 1926, précité.

1. Cour d'Assise, 30 avril 1878 précité; Cass., 2 juillet 1888, D. 1889.1.184; Paris, 18 avril 1912, S. 1914.2.129, note Wahl.

Il y a lieu d'examiner maintenant : le cumul de fonctions, est-il légal ? En ce qui concerne le directeur technique administrateur, il faut évidemment répondre par l'affirmative : il y a là un contrat complexe participant à la fois du mandat et du louage de services ; un tel directeur est révocable *ad nutum* en tant qu'administrateur, mais a droit à des dommages-intérêts en cas de révocation injustifiée comme directeur technique¹.

En ce qui concerne le directeur technique administrateur délégué la légalité du cumul de ces deux fonctions a été contestée car les fonctions d'administrateur délégué comprennent la direction de tous les services de la société, et la nomination comme directeur technique ne semble avoir pour but que d'aller à l'encontre du principe de la révocabilité *ad nutum* des administrateurs posé par l'art. 22 de la loi du 24 juillet 1867². Mais la majorité de la doctrine et de la jurisprudence proclame la légalité du cumul et le droit de l'administrateur délégué à des dommages-intérêts en cas de révocation injustifiée des fonctions de directeur technique³.

Il est certain que les administrateurs ont le plus grand intérêt à se voir octroyer un contrat de direction technique. Cela leur assure des avantages de toutes sortes et surtout les garanties qui s'attachent aujourd'hui à la situation de salariés, de ceux qui fournissent leurs services. Les avantages d'ordre fiscal sont indéniables : application de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires au lieu de la taxe plus élevée sur les valeurs mobilières. Enfin, un contrat de ce genre les prémunit contre la révocabilité *ad nutum* qui

1. Nancy, 21 juillet 1891 ; Cass., 12 décembre 1892 précité ; Paris, 22 novembre 1926, *Rev. Soc.*, 1927, 90 ; Paris, 4 mai 1928, *Rev. Soc.*, 1928, 373.

2. Trib. com. Marseille, 3 novembre 1903, *J. S.*, 1904, 85.

3. Paris, 14 mars 1907.

pèse sur eux. La jurisprudence n'admet pas de clause permettant à l'administrateur, de demander, en cas de révocation injustifiée, des dommages-intérêts; le seul tempérament admis est l'octroi de dommages-intérêts à l'administrateur révoqué si la révocation se double d'actes délictueux au sens de l'art. 1382 Code civ., telles des allégations injurieuses de nature à porter atteinte à son honorabilité.

La Cour de cassation pose pourtant le principe de la non-incompatibilité des fonctions cumulées d'administrateur, voire d'administrateur-délégué avec celles de directeur technique. La personne qui cumule¹ ces deux fonctions reste comme administrateur révocable *ad nutum* mais elle échappe à cette révocabilité dans la mesure où elle est véritablement directeur technique. Ce sera aux juges du fait à faire le départ.

Pour en terminer avec cette question si délicate du cumu de ces deux fonctions, signalons, ce qui n'est pas un critérium, mais ce qui ne peut être qu'un procédé empirique de repérage, ce qu'en dit ici, M. G. Gabolide² dans la note qu'il a donnée dans la *Loi* le 6 août 1925.

« On peut d'une manière générale classer les éléments que les juges prennent en considération. On aperçoit dès lors, ce qui ne suffit pas, à leurs yeux, à faire un directeur technique, et ce qui empêche qu'il le soit... » « Etre directeur technique au sens large, c'est s'occuper simplement de la société au point de vue industriel et commercial. Ce n'est pas administrer; c'est être, pour la partie technique

1. Cass. req., 15 juin 1925, D. H. 1925-465; Houpin et Bosvieux, *Traité des sociétés*, 6^e éd., t. II, n° 1055 et 1112; Wahl, *Précis*, n° 777.

2. Cf la note de M. G. Gabolide sous Trib. com. de Lyon, 24 octobre 1924 loi 6 août 1925.

ou commerciale l'agent d'exécution du Conseil d'administration¹. »

M. Gabolide ajoute, ce que nous approuvons entièrement, que le directeur technique ne saurait accepter aucune délégation du Conseil d'administration. L'annotateur de la décision du Tribunal de commerce de Lyon du 24 octobre 1924, que nous continuons à citer donne les conseils suivants : « Un directeur technique ne peut de sa propre initiative augmenter ni les frais généraux, ni les frais d'installation et de matériel. Un administrateur délégué ayant les pouvoirs de caisse sous sa seule signature, obtenant un contrat de direction technique, agira prudemment en laissant à ses actes de gestion technique le caractère d'actes d'exécution qu'ils doivent avoir et en exigeant que dorénavant, pour le jeu de compte de la société intéressant sa gestion technique, il n'ait plus les pouvoirs de caisse que concurremment, par exemple, par exigence du contre-seing d'un autre administrateur. »

1. Cf. la note de M. Wahl, sous Paris, 18 avril 1912, S. 1914.2.129.

TROISIÈME PARTIE

Contrôle dans un intérêt social

CHAPITRE IX

LES DROITS DES PORTEURS DE PARTS DE FONDATEURS

S'il est des tiers qui peuvent critiquer les décisions prises à leur encontre par l'assemblée générale, c'est bien cette catégorie de tiers que sont les porteurs de parts de fondateurs. Nous nous sommes déjà élevé contre la thèse de l'omnipotence absolue de l'assemblée à l'égard des tiers, à propos de la constitution de réserves supplémentaires. C'est à peu près la même question qui se représente ici au sujet des parts de fondateurs ou parts bénéficiaires.

Doit-on considérer que l'attitude de l'assemblée générale à leur égard est fonction de la conception admise sur la nature juridique de ce genre de titres ? Leur nature juridique était discutée encore avant la loi du 23 janvier 1929. L'opinion qui l'emportait en doctrine, qui est celle qui a prévalu chez le législateur de 1929, c'est que la part de fondateur est une créance et non une variété d'action d'apport.

Ce que dit l'alinéa 2 de l'art. 1^{er} est formel : « Ces titres qui sont en dehors du capital social, ne confèrent pas à leurs propriétaires la qualité d'associé. Mais il peut leur être attribué, à titre de créance éventuelle contre la Société, un droit fixe ou proportionnel dans les bénéfices sociaux ».

Le fondement du droit de critique reconnu aux tiers intéressés quant à la répartition des bénéfices, se justifie, en tant que ce droit de critique « constitue non pas une intervention dans la gestion de la société mais simplement une garantie des droits qui leur ont été concédés¹ ».

Avant la loi du 23 janvier 1929 les droits que les auteurs accordaient à l'assemblée générale sur les parts de fondateur dépendaient forcément de la véritable nature juridique qu'ils leur accordaient. Comme la doctrine en général considérait que les porteurs de parts de fondateur étaient des créanciers de la société, l'assemblée générale, dans cette conception, ne disposait d'aucun pouvoir sur leurs droits. Toutes les décisions qui auraient pu être prises à leur égard étaient nulles comme *res inter alios acta*. C'est ainsi que quelque fût l'intérêt de la Société à admettre telle ou telle modification, l'Assemblée générale ne pouvait racheter les parts de fondateur, ni changer leur pourcentage dans les bénéfices, ni les convertir en actions.

Cependant, les délibérations de l'assemblée générale pouvaient porter et portaient parfois atteinte, d'une manière indirecte, aux droits des porteurs de parts qui étaient bien obligés de se soumettre à des décisions prises en leur absence, et pouvant modifier profondément la constitution ou même l'objet de la Société. Rappelons pourtant que tout le monde s'accordait pour reconnaître aux porteurs de parts une action en dommages-intérêts contre la Société si la décision qui les frustrait avait été prise non pas dans un intérêt social mais seulement dans le but de les léser, car *fraus omnia corrumpit*.

La jurisprudence au contraire (toujours avant la loi nou-

1. Jacques Charpentier, *op. cit.*, p. 390.

velle de 1929) sans se prononcer définitivement sur la nature juridique de la part de fondateur, semblait admettre qu'elle constituait plutôt une part d'associé, en effet elle accordait en cette matière des pouvoirs très extensifs à l'assemblée générale.

C'est ainsi qu'en vertu d'une jurisprudence constante, les porteurs de parts de fondateurs ne peuvent pas contester une décision de l'assemblée générale prononçant la dissolution anticipée de la société¹ et cette liberté est uniquement subordonnée ici encore à l'absence de fraude. Un arrêt relativement récent de la Cour de Paris s'est prononcé sur ce point d'une manière formelle, et a repoussé l'action d'un porteur de parts qui s'estimait lésé: «Attendu que tant dans ces conclusions devant la Cour qu'en plaidoirie, l'appelant se borne à discuter la question de savoir si la société se trouvait dans une situation telle que la dissolution dût être prononcée, et a contesté la légitimité des raisons qui ont déterminé le vote de l'assemblée générale extraordinaire, qu'il n'allègue pas et n'offre pas de preuve que les actes qu'il critique, et spécialement la cession de l'actif social, avaient été accomplis en fraude des droits des porteurs de parts à la suite de fautes lourdes commises par les représentants de la société, que dans ces conditions sa demande ne repose sur aucune base juridique, et doit être repoussée² ». Cet arrêt qui détermine d'une manière très explicite les droits d'un porteur de parts s'estimant lésé s'applique bien entendu également aux décisions prises par une assemblée générale ordinaire des actionnaires. Ainsi il a été jugé par la Chambre des Requêtes que les porteurs de parts de fonda-

1. Req., 13 juin 1898, *J. S.*, 1899-151; *Rev. Soc.*, 1898-350; *S.* 99.1.67; *D.* 99.1.553, note Thaller; Req., 27 janvier 1925, *Rec. Jour. Soc.*, 1925-286; *Rev. Soc.*, 1925-181, *D.* 25.1.193, note Hamel.

2. Paris, 13 janvier 1923, *D. P.* 1923.2.38.

teurs auxquels les statuts attribuent un tant pour cent des bénéfices annuels sont recevables à poursuivre la nullité d'une délibération de l'assemblée générale ordinaire prescrivant la mise à une réserve spéciale des bénéfices d'une année, non pas pour soutenir ou développer l'industrie en vue d'en tirer des produits sur lesquels ils seraient appelés comme les actionnaires à exercer leurs droits mais pour créer un fonds, dont l'objet est le rachat des parts de fondateurs¹. La modification de la répartition des bénéfices constitue probablement l'exemple le plus fréquent et le plus caractéristique des décisions tendant à léser les porteurs de parts de fondateurs. Mais il en existe bien d'autres.

Signalons que les statuts ont pu accorder à l'assemblée générale le droit de procéder à des augmentations de capitaux sans fixer les conditions dans lesquelles cette augmentation sera répartie. Au cas où cette répartition serait effectuée non pas au détriment, mais en fraude des porteurs de parts, les porteurs de parts peuvent obtenir la nullité de la délibération. Une réduction de capital faite dans les mêmes conditions serait sujette aux mêmes causes d'annulation. Ainsi toutes les fois qu'une délibération de l'assemblée générale aura été prise non pas dans un but d'intérêt social, mais afin de léser les porteurs de parts, ceux-ci disposeront d'une action en nullité. Comme l'a déclaré M. Decugis² c'est que nos droits, quels qu'ils soient, ne doivent être exercés par nous que conformément à leur destination légale ou conventionnelle. Tout ce que nous faisons au delà de cette destination est illicite et doit être réprouvé lorsqu'il en résulte un préjudice pour autrui, sans qu'il soit absolu-

1. Req., 8 déc. 1902, D. 1903.143.

2. L'abus de droit dans les sociétés par actions, *J. S.*, 1925, p. 487.

ment nécessaire de rechercher l'intention plus ou moins malveillante qui a pu nous guider. En d'autres termes, les tribunaux doivent juger nos actes d'après leurs résultats, plutôt que nos mobiles psychologiques.

En résumé, le droit de critique des porteurs de parts de fondateur soit en présence d'une modification à la répartition des bénéfices, soit en face d'une augmentation de capital, se pose dans les mêmes termes que lorsque ce sont des actionnaires qui se plaignent d'une modification et d'une atteinte par conséquent à leurs droits aux bénéfices. Nous nous trouvons en présence des mêmes systèmes que ceux que nous avons déjà rencontrés :

- 1° Omnipotence de l'assemblée;
- 2° Droit des tiers à la distribution de tout le bénéfice;
- 3° Droits des tiers à une partie au moins du bénéfice, etc.

La même solution nous paraît s'imposer : droit pour l'assemblée de disposer librement du bénéfice, sous les réserves suivantes :

1° Elle ne peut statuer que sur le bénéfice de l'exercice. Toute décision qui engagerait le bénéfice des exercices suivants constituerait une modification des statuts;

2° Elle ne doit pas commettre d'abus de droit, ce qu'elle ferait si la mesure votée n'avait d'autre but que de frustrer une catégorie de tiers¹.

3° Elle doit opérer la répartition ouvertement, et ne pas modifier par des moyens occultes les parts respectivement attribuées aux diverses catégories d'intéressés.

1. Cass. req., 8 décembre 1902, D. 1903.1.43. Cf. Cass., 2 février 1914, *Gaz. trib.*, 7 février 1914.

CHAPITRE X

POUVOIRS EN MATIERE D'HYPOTHEQUE, REMISE DE DETTES. EMISSION D'OBLIGATION ET EN CAS DE LIQUIDATION

Nous avons vu jusqu'à maintenant que le contrôle de l'autorité judiciaire sur les pouvoirs de l'assemblée en ce qui concerne la répartition des bénéfices, est bien superficiel, si on le compare à la surveillance minutieuse à laquelle sont soumises les formalités relatives à la tenue, et qui sont destinées à protéger les intérêts de l'actionnaire. Cette indécision de la jurisprudence se comprend assez facilement lorsqu'il s'agit d'appliquer cette théorie si subtile de l'abus de droit, qui elle-même risque souvent de dégénérer en détournement de pouvoir. Plus injustifiée semble être incontestablement l'indulgence dont font preuve les tribunaux vis-à-vis d'assemblées générales ordinaires qui excèdent manifestement leurs droits soit en déléguant au conseil d'administration des pouvoirs qui leur sont conférés soit en effectuant des opérations comme la remise de dette, ou des modifications à l'activité de la société, qui en réalité constituent un changement des statuts pour lequel seule l'assemblée extraordinaire est compétente.

La question s'est posée à plusieurs reprises de savoir dans quelle mesure l'assemblée générale ordinaire des actionnai-

res possédait, dans le silence des statuts, le droit de contracter un emprunt hypothécaire. On admet que le gérant ou l'administrateur d'une société n'a pas qualité pour contracter seul un emprunt hypothécaire, au nom et pour le compte de la société. Cette opinion trouve du reste son fondement naturel dans les dispositions du Code civil¹, en vertu desquelles les mandats donnés en termes généraux ne comprennent que des actes d'administration, et un pouvoir spécial donné en termes exprès est nécessaire pour aliéner, hypothéquer, ou faire un autre acte de disposition intéressant la propriété. Toutefois la jurisprudence s'est prononcée en sens contraire. Il paraît en effet incontestable déclarer un arrêt, que l'acte de contracter un emprunt hypothécaire peut être réalisé normalement par les représentants d'une société qui a la disposition des biens qui lui appartiennent et rentre dans le fonctionnement normal de la société. D'autre part, il est certain que la réalisation d'un emprunt hypothécaire ne constitue pas une modification des statuts, à moins que ceux-ci ne contiennent une clause l'interdisant; il peut par conséquent être autorisé par une assemblée générale ordinaire. Ces principes ont été consacrés par un arrêt de la Cour de Paris du 11 décembre 1866 et par un arrêt de rejet de la Cour de cassation².

L'émission d'obligations rentre dans les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire. Elle est en effet à juste titre, considérée comme constituant un acte d'administration. Les statuts confèrent fréquemment à l'assemblée générale ordinaire ce droit, et la question s'est posée alors de savoir dans quelle mesure l'assemblée ainsi investie du pouvoir d'autoriser des emprunts peut valablement déléguer ses pou-

1. Art. 1988 C. civ.

2. Cass. req., 27 janvier 1868, D. 69.1.410.

voirs au conseil d'administration. Si la délégation est spéciale, aucun obstacle ne s'oppose à sa validité. Le Conseil d'administration est en effet normalement chargé de réaliser les résolutions prises par l'assemblée générale.

Mais l'assemblée générale peut-elle déléguer au Conseil d'administration le pouvoir de contracter tous les emprunts qui lui paraîtraient nécessaires à la bonne marche de la société ? La question s'est présentée devant la Cour de Bruxelles. Les faits étaient les suivants : les statuts d'une société anonyme stipulaient que cette société pourrait en cas d'acquisition de nouvelles concessions émettre des obligations dont le nombre et le taux d'intérêt et de remboursement, ainsi que les conditions d'émission, seraient fixés par l'assemblée générale. Une délibération de l'assemblée générale autorisa le Conseil d'administration à accepter éventuellement toutes concessions nouvelles, et à créer toutes ressources nécessaires ou utiles à la réalisation d'objet social, en émettant des séries d'obligations dont il fixerait le nombre le montant, le taux d'intérêt et de remboursement ainsi que les conditions d'émission. La même délibération décida qu'une première série d'obligations, dont il fixerait les modalités, serait créée immédiatement par le Conseil d'administration. Il fut jugé par la Cour de Bruxelles¹ que l'assemblée générale a incontestablement le droit de déléguer ses pouvoirs au Conseil d'administration.

Ici encore la doctrine s'étonne avec raison du libéralisme des tribunaux, et M. Houpin écrit : le Conseil d'administration ne pouvait être investi du droit conféré à l'assemblée générale pour les émissions d'obligations que par une modification des statuts, conférant directement au Conseil

1. 18 janvier 1906, *J. S.*, 1907, p. 350.

le pouvoir donné statutairement à l'assemblée générale¹. Il ne nous reste qu'à constater encore une fois l'indulgence du reste très explicable que témoignent les tribunaux à l'égard des assemblées générales qui prennent les résolutions visées.

Dans quelle mesure l'assemblée générale ordinaire a-t-elle le droit de consentir à la réalisation d'apports en nature par une société par actions ?

Lorsque l'apport consenti par une société à une autre porte sur une quote-part de l'universalité, par exemple la cession d'une succursale, elle constitue une fusion partielle. Or il est difficile d'imaginer qu'une pareille opération puisse être effectuée sans modification des statuts. Elle dépasse donc incontestablement les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire. Cette solution ne semble pas faire de doute, et ne présente aucune difficulté au surplus, puisqu'il suffit de se référer aux statuts pour constater si une altération de ceux-ci est nécessaire ou non, et si par conséquent l'opération doit être ratifiée par une assemblée ordinaire ou extraordinaire. Toutefois la question devient beaucoup plus délicate lorsqu'il s'agit de savoir quel organe peut autoriser non plus l'aliénation de la quote-part d'une universalité, mais la cession de certains biens immobiliers ou mobiliers.

La plupart du temps le Conseil d'administration ne dispose que de pouvoirs limités subordonnés à la ratification de l'assemblée ordinaire ou extraordinaire. Ainsi le droit de consentir les ventes d'immeubles n'implique pas celui d'effectuer un apport à une société. De même le pouvoir conféré par les statuts à un conseil d'administration d'alié-

1. *J. S.*, 1907, p. 340.

ner des immeubles n'entraîne pas non plus celui de faire un apport. Le mot « aliénation » s'entend de tous les procédés de transmission, mais, semble-t-il, n'embrasse pas la mutation à titre gratuit ou l'apport¹. Toutefois, il reste à examiner si l'assemblée générale dont l'autorisation est requise doit être une assemblée ordinaire ou extraordinaire.

En faveur de la compétence de l'assemblée extraordinaire on pourrait développer l'argumentation suivante : l'apport de biens mobiliers ou immobiliers constitue une opération qui incontestablement ne rentre pas dans le cadre normal des affaires de la société. La distinction entre l'apport d'une quote-part de l'universalité et celui de biens immobiliers ou mobiliers est artificielle. Dans l'un et l'autre cas l'autorisation de l'assemblée générale extraordinaire semble nécessaire.

Il est cependant facile de répondre à ces objections qu'en vertu de la loi la réunion d'une assemblée générale extraordinaire ne devient indispensable que s'il s'agit de prendre des décisions susceptibles de modifier les statuts de la société. L'apport d'une quote-part de l'universalité exige l'approbation de l'assemblée extraordinaire parce qu'elle implique presque toujours une restriction de l'objet social et par conséquent une modification des statuts. Dès lors c'est à l'assemblée générale ordinaire qu'il incombe d'autoriser des apports de biens mobiliers ou immobiliers dans la mesure où ils excèdent les pouvoirs du Conseil d'administration et où ils ne constituent pas une modification du pacte social.

D'autre part, la jurisprudence semble admettre que la remise de dettes ne constitue pas une opération modifiant

1. Houpin, *J. S.*, 1928, p. 644.

le pacte social, alors même qu'elle aboutit en fait à la réduction du capital social. C'est ainsi que la transaction, aboutissant à une compensation des dettes, passée entre une société en liquidation détentrice d'actions non entièrement libérées et une autre société propriétaire elle-même d'actions non libérées de la première société, n'a pas été considérée comme une réduction du capital social. « L'autorisation, déclare l'arrêt¹, donnée aux liquidateurs de reprendre au pair les actions dont le Crédit de France (2^e Société) était propriétaire, n'a eu pour but ni pour effet de diminuer le pacte social. Attendu qu'on ne saurait voir dans la délibération précitée à raison même de la situation critique dans laquelle se trouvait le Crédit de France, et à raison aussi des graves inconvénients qui pouvaient résulter pour la Banque Romaine de la déclaration de faillite de son débiteur aux abois, qu'une simple remise de dettes destinée avant tout au moyen des stipulations qui l'accompagnent, à libérer la Banque Romaine elle-même (1^{re} société) de la dette de 15.000.000 dont elle était grevée envers le Crédit de France, et qui après la faillite de cette dernière société n'aurait pu être éteinte par voie de compensation ».

Nulle part ne se montre avec autant d'éclat la très large interprétation faite par la jurisprudence des pouvoirs accordés par la loi aux assemblées générales ordinaires.

Enfin il a été jugé par la Cour de cassation² que ne constitue ni un changement dans l'objet de la société, ni une altération, mais une modification relative simplement au mode d'administration et d'organisation, le traité par lequel une société fondée pour l'achat, la mise en œuvre et le

1. Cass., 17 nov. 1885, *J. S.*, 1886, p. 145.

2. Cass. req., 12 juillet 1892, *S.* 1893.1.333.

traitement de carrières et gisements de phosphates, cède à une autre société l'exploitation de ses carrières et gisements dans des conditions et pour une période déterminées, la société cédante devant continuer à faire le commerce des phosphates en vue duquel elle a été instituée.

Mais la Cour de cassation a exigé au contraire un acte authentique lorsque l'hypothèque était consentie non plus par le mandataire d'une société anonyme, mais par le gérant d'une société en commandite. Attendu que le gérant d'une société en commandite qui consent au nom de la société, hypothèque sur les immeubles sociaux, agit comme mandataire de la société, que le gérant d'une société en commandite ne tient pas de la loi, ni des règles générales de cette sorte de société, le pouvoir d'hypothéquer, que si ce pouvoir qui dépasse les pouvoirs ordinaires d'administration d'un gérant lui est conféré par la volonté sociale, soit dans les statuts, soit dans les délibérations des assemblées ou dans les conseils de la société, l'acte qui exprime cette volonté constitue un mandat spécial c'est-à-dire le pouvoir de faire exceptionnellement au nom et pour le compte d'autrui un acte juridique que le propriétaire avait seul le droit de faire¹.

Enfin peut-on admettre qu'une assemblée générale ait le droit une fois la société dissoute, d'en décider la continuation sur la base des anciens statuts ? Il semblerait qu'une telle décision, en opposition formelle avec le but poursuivi par la fiction de la survie de la personnalité, fut interdite à une assemblée générale. Il a été cependant jugé en sens contraire que l'acte par lequel une société commerciale, qui s'était dissoute par anticipation et avant que la liquida-

1. 23 décembre 1885, S. 1884.1.145.

tion ne soit terminée, déclare continuer le cours de ses opérations selon la loi des statuts n'est ni une constitution de société nouvelle ni une prorogation de société¹. Cette solution doit être très nettement repoussée. La dissolution comme on l'a dit² s'étant régulièrement produite constitue un droit acquis pour chacun des actionnaires, et le lien social ayant disparu, ce droit ne peut être détruit par une décision de la majorité. Il s'ensuit donc qu'ici encore les autorités judiciaires seront justifiées si à la demande d'un intéressé elles annulent une décision prise par l'assemblée générale au mépris des pouvoirs qui lui sont accordés.

Il est de jurisprudence constante qu'une société dissoute n'en subsiste pas moins pour les besoins de la liquidation. La survie de la personnalité morale, pendant toute la période de sa liquidation est acquise aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence.

La question se pose donc de savoir quels sont les pouvoirs dont l'assemblée générale des actionnaires dispose pendant cette période. Nous avons vu que la jurisprudence a une tendance très nette à restreindre autant que possible la fiction de la survie de la personnalité morale dès que les intérêts de la liquidation même ne sont pas en cause. Toutefois le principe de la fiction et par conséquent les pouvoirs de l'assemblée générale pourront s'exercer pleinement et librement dès qu'il s'agit de mesures se rattachant immédiatement à la liquidation. C'est ainsi que l'assemblée générale pourra voter l'adjonction d'un ou de plusieurs co-liquidateurs, ou au contraire si plusieurs avaient été nommés n'en maintenir qu'un seul. De même des liquidateurs chargés de vendre l'actif pourront être autorisés par l'as-

1. Régie, 7 avril 1892, S. 1895.2.119.

2. Lacour, J. S., 1913, p. 207.

semblée à distribuer l'actif entre les actionnaires. Ou bien encore les liquidateurs pourront bénéficier de la faculté de céder l'actif à une autre société. D'une manière générale, toutes les mesures dérogeant aux statuts seront soumises à l'approbation de l'assemblée.

Toutefois toute mesure qui ne se rattache pas directement à la liquidation dépasse les pouvoirs qui sont attribués par la jurisprudence à l'assemblée générale pendant la période de liquidation. Dans une affaire récente, des liquidateurs avaient réparti l'actif au mépris des conventions statutaires qui accordaient certains privilèges de remboursement aux actions de priorité. Il fut jugé¹ que les liquidateurs qui procèdent à une répartition dans ces conditions commettent une faute lourde, engageant leur responsabilité personnelle, et ils doivent être condamnés solidairement à indemniser les actionnaires de priorité du préjudice qu'ils leur ont ainsi causé. Les liquidateurs ne peuvent pas pour échapper à cette responsabilité se retrancher derrière la décision d'une assemblée générale de tous les actionnaires, ratifiée par une assemblée spéciale des actionnaires de priorité qui aurait approuvé la répartition incriminée, car cette décision contraire aux statuts ne pouvait pas modifier valablement ces statuts, une société dissoute ne se survivant plus que pour les besoins de sa liquidation et ne pouvant plus modifier le pacte social. En dehors même de toute modification statutaire, les pouvoirs des assemblées générales pendant la période de liquidation sont restreints.

1. Trib. com. Seine, 30 avril 1923. *J. S.*, 1923, p. 163.

CONCLUSION

Nous tenons en concluant à signaler une fois de plus les exigences impitoyables des tribunaux en ce qui concerne les formalités et la tenue des assemblées générales, comparées à la jurisprudence lâche et hésitante que nous retrouvons constamment lorsqu'il s'agit d'exercer un contrôle sérieux sur les intérêts vitaux de la société. Est-ce que le pouvoir de faire annuler une assemblée générale pour une irrégularité de l'ordre du jour, une omission dans la convocation, une feuille de présence mal tenue n'ouvre pas la porte à tous les chantages ? Comme l'a répété M. Wahl, maintes et maintes fois, dans de nombreuses notes, il convient de ne pas multiplier les nullités d'assemblées générales. Les inconvénients que ce système présente dépassent de beaucoup les garanties de sécurité qu'il est destiné à donner. Je me permettrai donc de suggérer en ce qui concerne les nullités d'assemblées générales, un système analogue à celui qui a été plus ou moins préconisé par M. Hémar, et qui est employé en Angleterre et en Allemagne pour réprimer les nullités de constitutions de sociétés. En effet, la constitution des sociétés est entourée, en France comme chacun le sait, de formalités innombrables, dont l'omission peut très souvent amener la nullité de la société. A ce système certains pays étrangers ont substitué un régime d'amendes et de sanctions décernées aux administrateurs, aux fondateurs; enfin à tous ceux

qui ont été responsables de l'irrégularité commise. C'est un procédé analogue qu'il conviendrait d'appliquer en France non seulement pour sanctionner la nullité de constitution de société, mais encore pour réprimer les défauts de forme dans la préparation ou la tenue des assemblées générales. L'application de ces principes éviterait de voir mettre en cause la validité d'une assemblée générale sous prétexte de non-accomplissement d'une formalité insignifiante et souvent dénuée de toute utilité pratique, sauf précisément celle de provoquer des nullités arbitraires.

Après avoir exprimé le vœu de voir substituer au régime des nullités pour vice de forme celui des amendes, nous tenons à souligner encore l'extrême faiblesse dont font preuve les tribunaux quand il s'agit de réprimer les détournements de pouvoir des assemblées générales. Toutefois nous pourrions prendre patience en songeant à la lenteur du développement de la théorie du détournement de pouvoirs en droit administratif. Si nous ne constatons pas l'explicable indulgence de la Cour de cassation pour les assemblées générales qui manifestement dépassent les pouvoirs qui leur sont conférés par la loi en déléguant au Conseil d'administration leurs droits, ou, ce qui est bien plus grave, en modifiant totalement l'objet de la société, modification qui incontestablement en rentre pas dans leurs attributions. Signalons que cette question présente dans la période actuelle une importance considérable. En raison de la crise, de nombreuses sociétés, en particulier les sociétés cinématographiques, ont été obligées de modifier leur sphère d'activité, de se cantonner dans une exploitation commerciale en concédant à d'autres sociétés purement industrielles, le travail de production et de fabrication. Il ne serait pas étonnant que d'ici peu naquissent des litiges

d'actionnaires mécontents et alléguant leur droit de ne pas voir changer l'objet de la société sans le consentement unanime des actionnaires. Nous souhaitons vivement que les tribunaux, et en particulier la Cour de cassation, revenant sur leurs anciens errements, fassent droit à leurs demandes justifiées, et annulent les assemblées générales qui ont outrepassé leurs attributions, avec autant de facilité que lorsqu'il s'agit d'une irrégularité de feuille de présence, ou d'un retard dans le lancement des convocations.

Vu,
le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu, bon à imprimer :
Le Président de Thèse,
Albert WAHL

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Recteur,
L'Inspecteur d'Académie,
GODART

TABLE DES DÉCISIONS

Cour de Cassation

- Cour d'assise, 30 avril 1878, précité.
Req., 27 janv. 1868, D. 1869.1.410.
Civ., 27 juill. 1881, D. 1883.1.337.
Civ., 17 nov. 1885, *J. S.*, 1886, p. 145.
Civ., 23 déc. 1885, S. 1884.1.145.
Civ., 20 février 1888, S. 1888.1.401.
Civ., 2 juill. 1888, D. 1889.1.184.
Civ., 9 juill. 1888, D. 1888.1.321.
Civ., 3 février 1890, *Rev. Soc.*, 1890, 128.
Req., 12 juill. 1892, S. 1893.1.333; D. 1894.1.41.
Civ., 5 juill. 1893, S. 1893.1.377.
Civ., 15 juill. 1895, D. 1894.1.31.
Civ., 25 octobre 1896, D. 1898.1.65.
Civ., 20 juill. 1897, S. 1897.1.409; *J. S.*, 1898, p. 110.
Req., 13 juin 1898, *J. S.*, 1899-151; *Rev. Soc.*, 1898-350; S. 1899.1.67,
D. 1899.1.553, note Thaller.
Civ., art. 1899.
Civ., 29 janv. 1899, S. 1899.1.409.
Req., 8 déc. 1902, D. 1903.1.43.
Ch. réunies, 11 mars 1904, D. 1904.1.257, note Sarrut.
Civ., 17 janv. 1905, S. 1905.1.324.
Civ., 4 août 1909, S. 1910.1.393, note Wahl.
Req., 20 déc. 1910, S. 1911.1.255.
Req., 16 mars 1910, S. 1913.1.153.
Civ., 20 déc. 1911, *Rev. Soc.*, 1912.
Civ., 2 janv. 1912, *R. Soc.*, 1912, p. 149.
Civ., 31 déc. 1913, D. 1917.1.143; S. 1914.1.268.
Civ., 2 février 1914, *Gaz. trib.*, 7 février 1914.
Civ., 5 mai 1915, S. 1915.1.65.
Req., 4 janv. 1916, D. 1912.1.185.
Civ., 10 déc. 1918, *Rev. Jur. Soc.*, 1920, p. 104.
Req., 20 oct. 1920, D. P. 1920.1.161.
Req., 10 nov. 1922, D. H. 1925, p. 455.
Civ., 9 juill. 1923, D. 1926.1.40.
Civ., 2 juin 1924, 150, note Bodvieux.
Req., 27 janv. 1925, *Rec. Jur. Soc.*, 1925-286; *Rev. Soc.*, 1925, 181; D.
1925.1.193, note Hamel.
Cass. Req., 15 juin 1925, D. H. 1925, 465; Houpin et Bosvieux, *Traité des sociétés*, 6^e éd., t. II, n^o 1055 et 1112; Wahl, *Précis*, n^o 777.
Req., 23 nov. 1926, S. 1927, p. 81.
Req., 22 juin 1926, D. 1927.1.117.

Civ., 4 juin 1926, S. 1926.1.164.
Req., 5 janv. 1926, S. 1926.1.61.
Req., 10 mai 1926, S. 1926.1.195.
Req., 5 février 1930, S. 1930.1.131.

Cours d'Appel

Bordeaux, 24 mai 1886, S. 1892.1.349.
Lyon, 19 mars 1897, *J. S.*, 1897, p. 60; 20 oct. 1902, *J. S.*, 1903-67; 7 juill. 1910, *J. S.*, 1911, p. 407; 6 mars 1912, S. 1913.2.129.
Paris, 9 juill. 1866, S. 1867.2.62, D. 1866.2.138; 11 juill. 1882, *Rev. Soc.*, 1883, p. 73; 15 avril 1885, sous Cass. civ., 20 février 1888, S. 1888.1.401; 29 janv. 1888, C. de Paris, S. 1889.2.265; Paris, 13 nov. 1890, S. 1892.2.210; 2 août 1890, *J. Soc.*, 1891, p. 367; 29 janv. 1894, *J. S.*, 1894, 474; 19 févr. 1897, D. 1898.2.153; note Lacour, S. 1899.626.1.85; Paris, 10 avril 1900, D. P. 1900.2.439; 7 janv. 1904, S. 1906.2.89, note Wahl; 1^{er} juin 1904, *J. S.*, 1905, p. 39; 7 août 1907, D. 1907.2.399; 11 nov. 1908, *J. S.*, 1903-56; 22 mars 1911, D. 1912.2.353, note Chéron 18 avril 1912, S. 1914.2.129 note Wahl; 8 juin 1912, S. 1913.2.1, D. 1913.2.161, note Wahl; 13 mai 1913, S. 1914.2.193; 18 juill. 1917, *Rev. Soc.*, 1920, p. 104; 13 janv. 1923, D. P. 1923.2.38; 22 nov. 1926, *Rev. Soc.*, 1927, 90; 3 janv. 1927, *Petit Capitaliste*, mars 1927; 4 mai 1928, *Rev. Soc.*, 1928, 373; 28 janv. 1928, *Gaz. trib.*, 18 mai 1928.
Poitiers, 4 juill. 1927, S. 1927.2.137.
Rouen, 10 mars 1909, S. 1912.2.108; 6 avril 1909, S. 1910.2.33, note Wahl

(Décisions changées.)

Bruxelles, 18 janv. 1906, *J. S.*, 1907, p. 350.

Tribunaux

Blois : Trib. com. Blois, 5 mai 1897, *J. S.*, 1898, p. 477.
Charolles : Trib. com. de Charolles, 16 mars 1909, *J. S.*, 1909, n° 374.
Saint-Etienne : 8 août 1894, *R. Soc.*, 1895, p. 363.
Lille : Trib. com. Lille 3 déc. 1923 *Rev. Soc.*, 1924, p. 216.
Lyon : Trib. com. Lyon, 20 oct. 1902, *J. Soc.*, 1905, 67; Trib. com. Lyon, 14 mai 1910, *J. Soc.*, 1910, 320; Trib. com. Lyon, 24 oct. 1924, *La Loi*, 6 août 1925.
Seine : Trib. civ. Seine (référé), 24 mars 1883, *Rev. Soc.*, 1883, 382.
Trib. civ. Seine, (référé) 14 juin 1890, *J. Soc.*, 1891-14.
Trib. com. Seine, 9 mars 1892, *J. Soc.*, 1892, 247.
Trib. com. Seine, 15 janv. 1894, *J. Soc.*, 1894-253.
Trib. com. Seine, 29 mai 1896, *J. S.*, 1896, p. 430.
Trib. com. Seine, 19 oct. 1898, *J. Soc.*, 1899, 39.
Trib. com. Seine, 16 janv. 1899, note sous Cass. req., 18 juin 1907-s.
Trib. com. Seine, 12 juin 1899 et sur appel, Paris, 19 février 1897.
Trib. com. Seine, 28 janv. 1903, *J. Soc.*, 1903, 260.
Trib. com. Seine, 10 mars 1903, *J. Soc.*, 1905, 238.
Trib. com. Seine, 5 nov. 1906, *J. S.*, 1907, 281.
Trib. com. Seine, 4 janv. 1909, D. 1912.1.2, *J. Soc.*, 1910, 73.
Trib. corr. Seine, 4 nov. 1910, *Gaz. trib.*, 14 nov. 1910.
Trib. com. Seine, 3 juill. 1914, *Gaz. Soc.*, 1914, 363; Req. Jur. Soc., 1920, 101.

- Trib. com. Seine, 9 déc. 1920, *J. S.*, 1924, p. 515.
Trib. com. Seine, 13 mars 1922 *J. S.*, 1924, p. 40.
Trib. com. Seine, 26 février 1923, *Gaz. trib.*, 29 avril 1923, *Rev. Soc.*, 1923, 337.
Trib. com. Seine, 30 avril 1923, *J. S.*, 1923, p. 163.
Trib. com. Seine, 29 janv. 1923, *Rev. Jur. Com. Seine*, 1923.2.193 et s.
Trib. com. Seine, 26 juin 1925, *J. S.*, 1927, p. 410.
Trib. com. Seine, 6 avril 1927, *J. S.*, 1929, p. 506.
Trib. com. Seine, 8 mars 1928, *Gaz. Pal.*, 1928, 11, 120.
Toulouse : Trib. com. Toulouse, 9 août 1929, *D. H.* 1930, p. 39.
Marseille : Trib. com. Marseille, 3 nov. 1903, *J. S.*, 1904, 85.
Nancy : 21 juill. 1891.
-

BIBLIOGRAPHIE

Traités et ouvrages généraux.

- Arthuys.** — *Traité des sociétés commerciales*, 3^e édition. Paris, 1916-1919, 3 vol.
- Batardon (Léon).** — *Traité pratique des sociétés commerciales au point de vue comptable, juridique et fiscal*. Paris, 1929.
- Copper-Royer.** — *Traité théorique et pratique des sociétés anonymes*, 3 vol. Paris, 3^e édit., 1925.
- Dalloz.** — *Répertoire pratique*, V^o Sociétés, t. X.
- Decugis.** — *Traité pratique des sociétés par actions*, 6^e édit. Paris, 1926.
- Demogue (R.).** — *Traité des obligations en général*, 5 volumes parus. Paris, 1923-1925; surtout I, 104-171; II, 661 et suiv.; III, n^o 351 et suiv.
- Goinaud.** — *Traité des sociétés par actions*. Paris, 1897, 1903, 3 vol.
- Hémard.** — *Théorie et pratique des nullités des Sociétés et des Sociétés de fait*, 2^e éd. Paris, 1926.
- Houpin et Bosvieux.** — *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations*, 6^e édit. Paris, 1927-1928, 3 vol.
- Lacour et Bouteron.** — *Précis de droit commercial*, t. I et II, 3^e édit. Paris, 1925, t. III et IV, 2^e édit. Paris, 1924, Supplément à la 3^e édit. Paris, 1929.
- Lyon-Caen et Renault.** — *Traité de droit commercial*, 5^e édit. avec la collaboration de André Amiaud; t. II, *Les Sociétés*. Paris, 1926, 2 vol.
- Lyon-Caen et Renault.** — *Manuel élémentaire de droit commercial*, 11^e édit.
- Rousseau-Rodolphe.** — *Traité théorique et pratique des sociétés commerciales françaises et étrangères*, 5^e édit. publiée par André Dolbeau, Louis Gallié, Jacques Rodolphe-Rousseau. Paris, 1921, 2 vol. Supplément, 1928.
- Thaller.** — *Traité élémentaire de droit commercial*, 7^e éd. revue par Percerou. Paris, 1925.
- Thaller et Ple.** — *Traité général théorique et pratique de droit commercial. Des sociétés commerciales*, 2^e éd. Paris, 1925, 3 vol.

- Vavasseur.** — *Traité des sociétés civiles et commerciales*, 6^e édit.
Paris, 1910, 2 vol.
Wahl. — *Précis de droit commercial*, 1922, Sirey.

Monographies, thèses et articles de revue.

- Amiaud (André).** — *Traité théorique et pratique des comptes de réserve dans les sociétés par action*, 2^e édit. Paris, 1920.
Barrault. — La notion de bénéfice annuel dans les sociétés anonymes (*Rev. des Soc.*, octobre 1924).
Bosvieux. — *Journ. Soc.*, 1925, p. 150 et s.
Bourcart. — *Ann. dr. com.*, 1914, p. 359 et s.
— Note sous S., 1921.1.257.
— *De l'organisation et des pouvoirs des Assemblées générales dans les sociétés par actions, notamment au point de vue des modifications à apporter aux statuts.* Paris, 1905.
Bouvier-Bangillon. — *Journ. Soc.*, 1902, p. 193 et s. : Révocabilité des administrateurs.
C. H. — *Journ. Soc.*, 1903, p. 32.
Chéron. — Sous D. 1926.1.18 : vote du *quitus*.
David (R.). — *Protection des minorités dans les sociétés par actions.* Thèse, Paris, 1928.
Cordonnier (P.). — Cession du droit de vote (*Journ. Soc.*, 1927).
Decugis. — L'abus du droit dans les sociétés par actions, *Journ. Soc.*, 1925, p. 491.
Dolbeau. — *Gaz. Soc.*, 1924, p. 71 : procès-verbaux.
— *Gaz. Soc.*, 1927, p. 313 : vote du *quitus*.
Escarra (J.). — Restrictions à la transmissibilité des actions, *Ann. dr. com.*, 1911.
Gobolide. — Sous la loi 6 août 1925.
Gontier (P.). — *Le directeur et l'administrateur-délégué de la société anonyme* (thèse, Aix, 1911).
Houpin. — *Journ. Soc.*, 1889, p. 661 : ordre du jour.
— *Journ. Soc.*, 1893, p. 460 : droit de communication.
— *Journ. Soc.*, 1900, p. 367 : ordre du jour.
— *Journ. Soc.*, 1901, p. 49 : réserves.
— *Journ. Soc.*, 1904, p. 293 : des administrateurs.
Lacour. — Sous D. 1898.2.153 : droit de communication.
— Sous D. 1918.2.8 : réserves.
— Sous D. 1902.1.385 : des administrateurs.
Michel (R.). — Cession du droit de vote, *Rec. jur. Soc.*, 1926.
Percerou. — *Journ. Soc.*, 1907, p. 119 : des administrateurs.
— *Journ. Soc.*, 1907, p. 107 : des réserves.
— *Journ. Soc.*, 1908, p. 148 s., 244 et s. : droit de communication.

Percerou Sous D. 1913.2.161 : ordre du jour.

— *Journ. Soc.*, 1918, p. 193 : droit de communication.

Ripert. — *Ann. dr. com.*, 1907, p. 373 : réserves.

— *La règle morale dans les obligations civiles* 2^e éd., 1927.

Rousseau. — *Gaz. Soc.* mai 1917 : vote des rapporteurs.

— *Inventaires et bilans.*

Rault (J.). — *Traité théorique et pratique des parts de fondateurs et des groupements de porteurs de parts de fondateur.* Paris, 1930.

Sarrut. — Sous D. 1914.1.257 : la notion de bénéfice.

Thaller. — Sous D. 1893.1.105 : réserves.

— *Ann. dr. com.*, 1895.2.142 : réserves.

— Sous D. 1898 : vote du *quitus*.

— Sous D. 1900.2.169 : actions constituées en gage.

— *Journ. Soc.*, 1906 : actions de jouissance.

— Sous D. 1912.1.44 : des administrateurs.

— Sous D. 1912.2.441 : société anonyme, directeur statutaire, révocabilité, ordre du jour, incidents de séance.

Wahl. — S. 1828.2.185.

— S. 1898.2.185 : des administrateurs.

— S. 1899.2.185 : droit de communication.

— *Journ. Soc.*, 1905, p. 289 et s. : administration d'une société par une autre.

— Société gérante ou administrateur, *Journ. Soc.*, 1905, 97 et s.; Nature juridique des sociétés d'études, *Journ. Soc.*, 1906, 5, *Rec. Jur. Soc.*, 1927, 109.

— S. 1906.2.89 : ordre du jour.

— S. 1910.2.237.

— S. 1910.4.9 : lieu de réunion de l'assemblée générale.

— S. 1910.1.393 : la notion de bénéfice.

— *Journ. Soc.*, 1911, 256 et s. : procès-verbal.

— *Journ. Soc.*, 1911, 194.

— *Gaz. Soc.*, 1912, p. 277.

— *Journ. Soc.*, 1913, actions de jouissance.

— *Journ. Soc.*, 1914.2.129.

— *Journ. Soc.*, 1914, 90 et s. : réserves.

— *Traité des titres au porteur.* Paris, 1891, 2 vol.

— *Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières.* Paris, 2 vol. 1909.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

CONTROLE EN FAVEUR DE L'ACTIONNAIRE

Chapitre I. — De la régularité de la convocation.....	17
— II. — Droit de communication.....	26
— III. — La feuille de présence, ordre du jour et bureau.....	35
— IV. — Composition et exclusion de l'Assemblée générale...	43

DEUXIEME PARTIE

CONTROLE EN FAVEUR DES MINORITES

Chapitre V. — Droit des minorités contre le détournement de pouvoir de la majorité.....	53
— VI. — Approbation des comptes des administrateurs, approbation des bilans.....	60
— VII. — Des actions en responsabilité contre les administrateurs	84
— VIII. — De la révocabilité des administrateurs et directeurs	87

TROISIEME PARTIE

CONTROLE DANS UN INTERET SOCIAL

(en faveur de la société et des tiers)

Chapitre IX. — Des droits des porteurs de parts de fondateurs.....	101
— X. — Pouvoirs en matière d'hypothèque, remise de dettes, émission d'obligations et au cas de liquidation.....	106
— XI. — Conclusion.....	115

